



YAMINA BEN AYED
RESPONSABLE
DES ANIMATIONS SPORTIVES
À LA CIRCONSCRIPTION NORD



**CAMILLE BORDIER
ET JÉRÔME ROBERT**
RÉFÉRENTS JEUNESSE DU SECTEUR SUD

► **RENCONTRE** Sport de proximité et jeunesse à l'honneur

Le magazine des personnels de la Ville de Paris

mission**CAPITALE**

N° 51 - ÉTÉ 2015

MAIRIE DE PARIS 

IntraParis 

► **DOSSIER**

TOUS MOBILISÉS AUTOUR DU BUDGET PARTICIPATIF



► **SERVICE** Vous accompagner en cas de difficultés au travail

horizons

4 → L'ACTU DE LA VILLE

Consultation

4 → Premiers retours sur les services publics

Social

5 → Une réforme pour rendre les interventions plus lisibles

Citoyenneté

6 → La Ville met en place plusieurs actions

8 → L'Agenda

9 → DEMAIN LA VILLE

À l'assaut d'une ville numérique

10 → GRAND ANGLE

Paris&Co : l'agence d'innovation et d'attractivité de Paris



P. 9



P. 10

dossier

11 → TOUS MOBILISÉS AUTOUR DU BUDGET PARTICIPATIF

Une organisation en interne

Piloté par le Secrétariat général, le budget participatif a impliqué de nombreuses directions qui se sont organisées en conséquence pour traiter les projets déposés par les Parisiens.

L'analyse de tous les projets

Que ce soit pour s'assurer qu'ils rentraient dans le cadre du budget participatif ou pour juger de leur faisabilité technique, les services ont passé en revue tous les projets.



P. 11



P. 16

missions

16 → REPORTAGE

Un air de campagne à Paris

18 → REGARDS CROISÉS

Dans les starting-blocks pour l'UEFA EURO 2016

20 → RENCONTRE

Sport de proximité et jeunesse à l'honneur

23 → PASSION

MATHIEU OLIVARES

« Mon objectif est de terminer la course »



P. 23



P. 31

service

24 → CARRIÈRE

24 → Prévention des risques psychosociaux

Vous accompagner en cas de difficultés rencontrées au travail

26 → Médiateur de Paris

Dénouer les litiges avec la Ville

27 → LOISIRS

27 → Agospap

Les résultats de l'étude

TRIBUNES

28 → L'expression syndicale

31 → L'INVITÉE

SÉLÈNE DE CONDAT

Une autre façon de voir Paris

missionCAPITALE

Direction de l'Information et de la Communication, 4, rue de Lobau, 75004 Paris

Directeur de la publication : Jean-Marie Vernat. Rédactrice en chef : Valérie Goupy. Tél. : 01 42 76 54 26. valerie.goupy@paris.fr. Ont participé à ce numéro : Nicolas Moulin, Isabelle Knafou. Direction artistique et réalisation : Rampazzo & Associés (blog.rampazzo.com). Impression : Imprimerie de Compiègne.

Crédits photos : Couverture : H. Garat, G. Sanz. S. de Condat (31); H. Garat (7, 20, 21); J.-B. Gurliat (3, 5, 10, 14, 23); D. Lesage (7); C. Noël (16, 17); B. Pedretti (8); C. Pernot (26); O. Peyen (6); S. Robichon (4, 5, 6, 8, 12, 18, 19); G. Sanz (22); A. Thomes (8); M. Verhille (4, 6, 8, 15, 16); J.-P. Viguié (9, 16, 17). Iconographes : Sylvie Verneulen, Myriam Siméon.

Membre de Communication et Entreprise (Uijef) – Imprimé sur papier écologique.



Que le dialogue social puisse exister au-delà des instances.

Un agenda social annuel

Les élections professionnelles du 4 décembre dernier vous ont permis de désigner vos représentants au sein des nouvelles instances de la Ville : comités techniques (CT), comités d'hygiène et sécurité et des conditions de travail (CHSCT), commissions administratives paritaires (CAP). La loi sur la rénovation du dialogue social a étendu les compétences de ces instances et permet un échange plus régulier entre l'administration et les organisations syndicales. Mais je souhaite que le dialogue social puisse exister au-delà de ces instances. C'est dans cet esprit, et conformément à la feuille de route que m'a fixée la maire de Paris, que j'ai proposé aux organisations syndicales la mise en place d'un agenda social annuel. Chaque organisation a été reçue afin de discuter de l'ordre du jour des sujets qui seront traités cette année. Nous avons ainsi validé un calendrier de discussion précis. Je souhaite ici évoquer les grands axes de cet agenda.

Début juin, nous avons abordé la question des modalités d'accès au logement social des agents sur la base de critères clairement définis avec les organisations syndicales. Ce projet devrait être finalisé à l'automne pour une mise en œuvre en janvier 2016.

Par ailleurs, vous êtes nombreux à avoir des interrogations sur les modalités de promotion, c'est pourquoi un travail de clarification et d'harmonisation est prévu afin de les rendre compréhensibles par et pour tous. En juillet, nous entamerons un dialogue sur le renouvellement des ratios promu-promouvable et notamment sur les critères de promotion qui entreront en vigueur à partir de 2016.

La prévention des risques psychosociaux (RPS) et, plus généralement, la prise en compte des conditions de travail sont également prioritairement inscrits à l'agenda social cette année. La Ville est déjà engagée sur ces sujets à travers l'accord-cadre « Santé et Sécurité au travail » ; cet engagement sera renforcé par la déclinaison de l'accord national de prévention des RPS, au niveau de chaque direction.

D'ici la fin du premier semestre nous aurons également travaillé sur le nouveau plan stratégique de formation et sur le renouvellement de la convention de l'Agospap, au sujet de laquelle nous vous avons d'ailleurs récemment consultés afin de connaître vos attentes en la matière.

Enfin, la mise en place du comité de suivi des réformes, à l'initiative du Secrétariat général, représente également un nouveau lieu d'échange efficace autour des grands projets de modernisation de l'administration, que nous souhaitons transparent et dans le respect de chacun.

Tous ces sujets vous concernent directement, pour l'amélioration des conditions de travail et un meilleur déroulement de carrière. C'est pourquoi vous serez régulièrement informés des grandes étapes de cet agenda social.

EMMANUEL GRÉGOIRE

Adjoint à la maire chargé des Ressources humaines, des Services publics et de la Modernisation de l'administration



IntraParis > Rapido

MISSION CAPITALE //

Feuilletez en ligne le numéro 51 sur l'intranet de la Ville et découvrez ses suppléments dans Mission Capitale +. À partir du 26 juin, retrouvez Mission Capitale sur vos tablettes et smartphones missioncapitale.paris.fr



Les vêtements des agents de la Propreté sont fabriqués en coton équitable.

Territoire de commerce équitable

Vêtements professionnels

Depuis 2009, la Ville de Paris habille les agents de la Propreté (éboueurs, conducteurs de bennes) de vêtements professionnels en coton équitable labellisés Fairtrade/Max Havelaar. Ce label garantit l'origine équitable de la fibre de coton. L'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et de fabrication a été contrôlé par l'organisme de certification du commerce équitable FloCERT. La fabrication est confiée à des entreprises qui s'approvisionnent auprès des producteurs de coton en Afrique de l'Ouest et du Centre. Les tissus sont fabriqués dans des ateliers français par TDV Industries et confectionnés par

la société Cepovett, engagée dans le développement durable.

Des projets communautaires

La Ville de Paris est ainsi territoire de commerce équitable. En achetant du coton équitable, elle permet aux producteurs de coton de percevoir un prix juste couvrant, *a minima*, la moyenne des coûts d'une production durable. Ils reçoivent également une prime de développement qui leur permet d'investir dans des projets organisationnels, des services aux producteurs ou des projets communautaires, comme la construction d'écoles, de routes ou de centres de santé. ●

Construire les services publics de demain

Consultation

Du 9 janvier au 13 février, la Ville de Paris a lancé une consultation auprès des Parisiens et des agents pour moderniser et faciliter l'accès des services publics municipaux. Quatre thématiques étaient proposées : améliorer l'accès aux prestations sociales, faciliter l'accès de tous aux lieux culturels, favoriser la pratique du sport pour tous les Parisiens, en particulier sur l'espace public, simplifier les démarches dans les mairies d'arrondissement. Six mille questionnaires, toutes thématiques confondues, ont été remplis par les Parisiens sur paris.fr. En interne, 507 idées et suggestions ont été postées sur IntraParis, enrichies par 387 commentaires ou discutées dans le cadre d'ateliers collectifs spécialement organisés.

Des plans d'actions

Très nombreuses et souvent détaillées, les propositions d'amélioration recueillies ont porté principalement sur l'information et la lisibilité des services, les modalités d'accueil des usagers, les stratégies de contact avec de nouveaux publics, la formation des agents et la coordination des services. À noter qu'une thématique plus ouverte a permis de recueillir des idées sur des domaines variés, notamment sur la gestion

des ressources humaines et la vie quotidienne. Des agents de terrain des directions les plus concernées par la consultation ont également participé à des groupes qualitatifs d'agents, ou d'agents et d'usagers. En parallèle, une étude qualitative visait à recueillir la parole des Parisiens fragiles (personnes âgées, à faibles ressources...) via des entretiens individuels ou en groupe. Toutes les propositions ont fait l'objet d'une analyse détaillée par les directions concernées et d'un travail en lien avec les cabinets d'élus pour les traduire en plans d'actions sur la durée de la mandature. Un certain nombre de propositions sont déjà projetées ou en cours de mise en œuvre. Les plans d'actions seront finalisés en juin pour une présentation aux Parisiens et aux agents en juillet. *Mission Capitale* vous les dévoilera dans son prochain numéro. ●



Les idées et commentaires des agents illustrent leur intérêt pour contribuer à améliorer les services publics.

Un jury international doit désigner les lauréats en janvier 2016.



Réinventer Paris

UN APPEL À PROJETS

A ÉTÉ LANCÉ pour repenser 23 sites d'exception, permettant de construire le Paris de demain en innovant. 815 équipes internationales ont manifesté un vif intérêt pour cette consultation. Les services de la direction de l'Urbanisme ont analysé l'ensemble des dossiers et retenu 650 équipes. 372 projets ont été déposés lors de la seconde étape. Présélection mi-juillet.



La réforme engagée permettra d'offrir davantage de lisibilité et de cohérence aux interventions sociales.

Vers un « Nouveau Paris Solidaire »

Social

À la fois Commune et Département, la Ville de Paris met en œuvre une politique sociale ambitieuse grâce à l'engagement et au professionnalisme des équipes de la direction de l'Action sociale, de l'Enfance et de la Santé (DASES) et de celles du Centre d'Action sociale de la Ville de Paris (CASVP). Lancée au printemps, la réforme « Nouveau Paris Solidaire » permettra d'offrir davantage de lisibilité et de cohérence aux interventions sociales. Ainsi, l'ensemble des services sociaux départementaux polyvalents (SSDP) et les sections d'arrondissement seront réunis au CASVP pour créer un grand service social de proximité qui accueillera les usagers au sein d'une même entité chargée à la fois de la délivrance des aides municipales et de l'accompagnement social dans la durée. Par ailleurs, des directions sociales de territoire, garantes de la pertinence de la politique sociale parisienne au regard de la diversité des besoins et des situations, seront créées à la DASES. Des conférences sociales territoriales, co-présidées par les maires d'arrondissement et les adjoints à la maire concernés, permettront de dresser l'état des besoins, de dégager les priorités et de renforcer la coordination entre les différents acteurs publics et associatifs au plan local. La première a lieu en juin. La mise en place se fera en janvier 2016 après consultation des instances concernées. ●

EN SAVOIR ➔ Un premier séminaire des cadres des SSDP et des sections a marqué le lancement d'une démarche participative qui place les professionnels du secteur au cœur du processus de construction du service social de demain. Pour informer les agents, une newsletter mensuelle leur est adressée.

Plus d'infos sur IntraParis

Toutes les infos dans la rubrique Le Nouveau Paris Solidaire sur IntraParis.

COMITÉ DES LECTEURS

VOUS AVEZ ÉTÉ 59 à proposer votre candidature pour le Comité des lecteurs de *Mission Capitale*. Si toutes étaient intéressantes, il a fallu n'en retenir que neuf pour la première édition et sélectionner des profils différents. Le groupe se réunira quatre fois par an pour échanger sur le dernier numéro paru et proposer des idées d'articles. La première réunion s'est déroulée dans la convivialité ; elle a donné lieu à des échanges intéressants autour du numéro de printemps et a permis de recueillir des suggestions pour les prochains numéros.

> Voir les membres sur [IntraParis](#) > *Mission Capitale* +

Rapport d'activité

Entièrement dématérialisé, le nouveau rapport d'activité de la Ville de Paris s'articule autour de quatre thématiques : accueil, responsabilité, attractivité et innovation. Y sont présentés les projets phares, les faits marquants de 2014 et les chiffres clés. L'action des directions se retrouve dans une page propre à chacune. Sans oublier des documents à télécharger tels que le budget et le bilan social.

> À consulter sur [IntraParis](#) et [paris.fr](#)



La Maison de Victor Hugo met l'accent sur l'accueil des personnes en situation de handicap.

Un accueil de qualité pour tous

Handicap

Pour offrir un accueil de qualité aux visiteurs, et en particulier à ceux en situation de handicap, la Maison de Victor Hugo (Paris Musées) a conçu le premier guide des bonnes pratiques à l'usage de ses agents. S'inspirant du guide de la RATP, il a été adapté pour les agents d'accueil des musées. Un comité de pilotage et rédactionnel composé de membres associatifs et de professionnels, parmi lesquels des agents du musée, a travaillé à son élaboration, sous la houlette de Thierry Renaudin, secrétaire général du musée et chef de projet. Véritable outil pratique, il traite des handicaps moteur, visuel, mental et auditif. Dans chacun des cas, il propose des

informations générales ou plus spécifiques, les bons mots et les bons gestes à adopter, mais aussi les attitudes à éviter. D'autres causes de mobilité réduite y sont également abordées comme la petite taille, la forte corpulence, le handicap psychique et l'âge. Ce guide a pour ambition de permettre aux agents d'être mieux préparés à l'accueil des visiteurs afin de répondre à leurs attentes et de faciliter les échanges avec eux au quotidien. Un exemple à suivre qui pourra faire des émules dans d'autres services. ●

EN SAVOIR ➔ 200 opérations de mise en accessibilité des lieux publics municipaux pour les personnes handicapées seront lancées chaque année jusqu'en 2024.

Associés pour la prévention et la sécurité



Les inspecteurs de sécurité de la Ville participent à la lutte contre la vente à la sauvette.

Contrat parisien

Signé le 5 mai dernier, le contrat parisien de prévention et de sécurité 2015-2020 fixe la collaboration entre les principaux partenaires publics parisiens compétents : Ville de Paris, préfecture de police, Parquet de Paris, Éducation nationale et préfecture de Paris, ainsi que l'ensemble du secteur associatif. Il se compose de 31 fiches actions détaillant les objectifs, les moyens et méthodes de mise en œuvre et les résultats attendus pour chaque thème traité sur l'ensemble du territoire parisien. Afin de tenir compte des spécificités de chaque arrondissement, il sera décliné dans les prochains mois sous la forme de vingt contrats de prévention et de sécurité d'arrondissement. Il a fait l'objet d'un important travail de concertation entre les signataires et sera renégocié à mi-parcours afin de pouvoir l'adapter à la réalité du contexte

parisien et de ses évolutions. Le plan d'actions de ce nouveau contrat, réorganisé autour de trois axes principaux, permet de prioriser et de mettre en cohérence l'ensemble des actions en direction des jeunes publics, introduit un nouveau thème relatif à la tranquillité publique et maintient les actions en direction des personnes vulnérables et des femmes victimes de violence.

De nouvelles actions

Au-delà de la nécessité de promouvoir la citoyenneté, le contrat introduit neuf thèmes nouveaux. Ainsi, plusieurs mesures sont destinées à prévenir la radicalisation et accompagner les familles, notamment grâce à la création d'une cellule parisienne dédiée ainsi que par des programmes de formation spécifiques pour les personnels en contact avec les jeunes publics. Pour renforcer la sécurité des touristes et lutter contre la vente à la sauvette et les activités illicites sur l'espace public, les services de police et les inspecteurs de sécurité de la Ville s'associent. De son côté, la protection des agents chargés d'une mission de service public se voit renforcée. Par ailleurs, des innovations concernent les fiches actions reconduites. ●

EN SAVOIR La concertation autour du contrat parisien de prévention et de sécurité sera élargie aux Parisiens dans la déclinaison par arrondissement. En lien avec les mairies d'arrondissement et les partenaires, les six coordonnateurs des contrats locaux de sécurité des circonscriptions de la direction de la Prévention et de la Protection sont chargés de leur rédaction et mise en œuvre.

Consultez le document sur [IntraParis.dpp](#)

JARDIN REMARQUABLE

L'ÉCOLE DU BREUIL EST LABELLISÉE

Jardin remarquable. Ce label d'État est accordé pour une durée de 5 ans aux parcs et jardins ouverts au public qui présentent un grand intérêt sur le plan de l'histoire, de l'esthétique ou encore de la botanique. Cet intérêt doit se doubler d'un entretien exemplaire, respectueux de l'environnement, ainsi que d'un accueil attentif du visiteur.



1% déchets

REVERSER UNE PARTIE DES RECETTES

de la collecte des déchets pour la solidarité internationale, tel est le récent engagement de la Mairie de Paris pour permettre aux collectivités du Sud de bénéficier d'un environnement urbain plus sain. Le 1% sera destiné à financer des opérations de coopération décentralisée telles que le partage d'expertise, mais aussi à subventionner des ONG ou à apporter un soutien financier d'urgence, notamment pour la gestion des déchets dans les camps de réfugiés. Le dispositif sera soumis au Conseil de Paris de juin.



Des vélos en partage sont à la disposition des agents de l'avenue de France.

Le vélopartage est arrivé à la Ville

Déplacements

Avec neuf vélos à assistance électrique, le premier service de vélopartage de la Ville a ouvert. Proposé par les services de la direction de l'Immobilier, de la Logistique et des Transports, il s'adresse aux agents des sites de l'avenue de France (13^e). Pour l'utiliser et prendre ainsi de nouvelles habitudes, rien de plus simple. Après avoir signé la charte de bon usage, chaque utilisateur est inscrit au service Vélopartage par le référent de sa direction. La réservation s'effectue via Outlook. Reste ensuite à retirer le kit permettant d'utiliser le vélo en toute sécurité avec notamment un casque, un gilet, des clés antivol, une batterie rechargée... Des formations de prise en main des vélos et des sessions de présentation sont proposées aux agents concernés.

Priorité aux quartiers populaires

Contrat de ville

Le contrat de ville 2015-2020 définit la nouvelle géographie prioritaire de la capitale, les axes stratégiques et les moyens pour améliorer le cadre de vie des habitants des quartiers populaires. Il a pour priorités la jeunesse et l'éducation, l'emploi et la formation, ainsi que la participation citoyenne. Il sera décliné dans les arrondissements concernés par des projets de territoire qui seront développés avec les maires d'arrondissement, les acteurs locaux et les habitants. Grâce au dialogue engagé avec les services de l'État, les huit arrondissements qui étaient concernés par la politique de la

ville ont été maintenus dans la géographie prioritaire. Cette nouvelle géographie identifie 20 quartiers sur la base du critère unique de revenus. Par ailleurs, Paris a souhaité maintenir une attention pleine et entière aux quartiers qui ont connu des améliorations et ne sont plus dans la géographie prioritaire, mais dont la situation reste fragile. Le nouveau contrat a élargi le nombre de partenaires signataires et son élaboration a fait l'objet d'une démarche participative auprès des habitants et des acteurs locaux associatifs, notamment lors d'ateliers organisés par la direction de la Démocratie, des Citoyens et des Territoires.

Certaines écoles ouvrent leurs portes le samedi matin pour une aide aux devoirs par des bénévoles.



En faveur du « vivre ensemble »

Citoyenneté

Après les attentats du mois de janvier, la maire de Paris a annoncé des mesures pour renforcer la citoyenneté, parmi lesquelles la mise en place du soutien scolaire bénévole dans les écoles le samedi matin. À la mi-mai, une dizaine d'écoles ont ouvert leurs portes pour accueillir des activités d'aide aux devoirs destinées aux enfants des écoles élémentaires ainsi qu'aux collégiens de 6^e et 5^e. Créée à cet effet, la plateforme numérique « jemenage.paris » sur le site paris.fr permet aux Parisiens qui souhaitent faire du bénévolat ou du soutien scolaire de répondre aux missions proposées par les associations. Les locaux des écoles sont ouverts de 10 h à 12 h, le rangement et la remise en état sont assurés par les associations et les bénévoles.

Monter en puissance

L'objectif est d'ouvrir 80 écoles, réparties dans tout Paris, à la rentrée de septembre. D'autres équipements, comme les Maisons des associations, pourraient

également être ouverts. Un dispositif de tutorat pour les collégiens et lycéens destiné à leur apporter une aide aux devoirs et des conseils pour leur orientation est à l'étude. Ce tutorat va être mis en place à la Mairie de Paris avec le concours des agents pour tous les jeunes accueillis au titre de l'apprentissage, du service civique et des contrats d'avenir jusqu'à ce qu'ils trouvent un emploi.

Autre mesure annoncée : la carte citoyenne, qui sera lancée à la rentrée 2015. Cette carte prolongera les expériences menées avec succès dans d'autres métropoles comme New York et San Francisco. Tous les habitants de Paris, âgés de 7 ans ou plus, pourront en bénéficier. La carte sera porteuse de valeurs communes, en lien avec l'identité de Paris, et donnera progressivement accès à des services publics. Une consultation a permis aux Parisiens de participer à la définition de cette carte. Plusieurs services de différentes directions sont mobilisés autour de sa création. ●

UNE EXPÉRIENCE UN TÉMOIN

MICHAEL
DECRUYNAERE,
ÉBOUEUR À LA
CIRCONSCRIPTION
FONCTIONNELLE

ÉVÉNEMENTS DE TOUTES LES COULEURS

« De nombreux agents participent en coulisses aux événements qui ont lieu chaque année à Paris, comme le marathon, The Color Run ou encore Paris Plages. Ainsi, la circonscription Fonctionnelle est systématiquement sollicitée pour remettre l'espace public dans son aspect d'origine une fois la manifestation terminée. Après avoir été éboueur dans les 6^e et 14^e arrondissements, j'ai récemment intégré ce service. J'ai donc participé à la dernière édition de The Color Run et la poudre colorée déversée sur la chaussée a pu disparaître grâce à notre intervention. Nous avons pour mission de nettoyer la place de Varsovie et le pont d'Iéna qui étaient alors de toutes les couleurs, comme les quais, eux aussi métamorphosés par les poudres. Les techniques employées, que je ne connaissais pas, m'ont subjugué : lance de pompier pour nettoyer avec une forte pression d'eau, grue et semi-remorque pour évacuer les moquettes qui avaient servi à protéger la chaussée aux endroits prévus pour le lancer de poudres. Ces engins facilitent notre travail et, en quelques heures, les Parisiens ont pu retrouver l'espace tout propre après y avoir fait la fête. » ●

> Voir les photos sur [IntraParis](#) >
Mission Capitale +

Vers la généralisation des zones 30

Déplacements

D'ici la fin de l'année, les zones 30 seront étendues à l'ensemble de l'hyper-centre de Paris et à plusieurs quartiers de l'est parisien. Les 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e arrondissements sont ainsi concernés par ce programme qui complète également le maillage des zones 30 existantes avec de nouveaux périmètres dans les 8^e, 11^e, 12^e, 13^e, 17^e et 20^e. Il crée aussi de nouvelles zones de rencontre sur les petits axes, dans lesquelles la vitesse est limitée à 20 km/h et où les piétons sont prioritaires. Car si la réduction de la vitesse automobile contribue à lutter contre la pollution, elle permet par ailleurs d'améliorer la sécurité des piétons.

Projets en discussion

Pour mettre en place ce programme, l'Agence de la mobilité de la direction de la Voirie

et des Déplacements a regardé quelles étaient les possibilités. Ces projets font l'objet de discussions avec les maires d'arrondissement et la préfecture de police, co-décisionnaire en matière de circulation. Il faut savoir que, dans les zones 30, le double sens cyclable est obligatoire, ce qui implique parfois de modifier la signalisation tricolore de certains carrefours. Contribuant à l'amélioration du cadre de vie, les zones 30 devraient se généraliser d'ici 2020 afin d'apaiser l'espace public, de rendre la rue plus sûre et de réduire les nuisances sonores liées au trafic routier. Coup d'envoi des travaux dès cet été. ●

EN SAVOIR ➕ Aujourd'hui, 20 % du territoire parisien est concerné par une zone 30 ou une zone de rencontre. Ce taux atteindra 30 % à la fin de l'année.



Dans les zones 30, le partage de l'espace entre piétons, cyclistes et véhicules y est plus facile.

L'AGENDA

Plus d'infos sur IntraParis

Juin 2015



→ Soldes à Paris Rendez-Vous

Du 24 juin au 5 août, la boutique de la Mairie de Paris se met à l'heure des soldes avec plus de 135 produits sélectionnés. Bateaux des bassins parisiens, cahiers de coloriage, bougies parfumées ou encore mobilier de jardin, autant de produits exclusifs à prix réduit. Les soldes sont également en ligne sur le site boutique.paris.fr, rubrique « Soldes ».

Juillet 2015



→ Paris Plages

La capitale prendra des airs de vacances grâce à la métamorphose des voies sur berges du 20 juillet au 16 août. Les quais rive droite seront fermés à la circulation pour laisser la place aux promeneurs. Sable, transats, parasols, cabines de plage et palmiers seront installés durant la période. De nombreuses animations sont également prévues rive gauche ainsi que, jusqu'au 23 août, au bassin de la Villette. La boutique Paris Rendez-Vous s'installera rive droite.

Août 2015

→ Libération de Paris

Une cérémonie en hommage aux fonctionnaires de la Ville de Paris, de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, du Crédit municipal et de l'ancien Octroi de Paris morts pour la France aura lieu à l'Hôtel de Ville, salle des Prévôts, le 25 août à 12 h 30. Modalités d'inscription sur IntraParis.

Septembre 2015

→ JO 2024

Le Conseil de Paris a donné son feu vert en avril à une candidature de la capitale

pour l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2024. La Ville est donc entrée dans l'association d'étude Ambition olympique et paralympique aux côtés de l'État et de la Région Île-de-France pour approfondir le projet. Officialisée les 23 juin et 14 juillet, la candidature sera suivie d'un dépôt au Comité international olympique avant le 15 septembre. La décision du CIO est attendue à l'été 2017.



→ Journées du patrimoine

Les 19 et 20 septembre, des lieux insolites seront à découvrir pendant les Journées du patrimoine. Chaque année, des agents de différentes directions de la Ville participent à cet événement pour dévoiler les coulisses des équipements dans lesquels ils travaillent.

→ Haro sur la voiture

Le 27 septembre, la voiture sera bannie de Paris. À noter qu'une journée sans voiture existe à Bruxelles depuis quinze ans, pendant laquelle des animations culturelles et des événements sont proposés.

Octobre 2015



→ Bercy Arena

Le Palais omnisports de Paris Bercy achèvera sa seconde phase de travaux pour se transformer en Bercy Arena. Il ouvrira ses portes le 27 octobre pour accueillir le tournoi de tennis BNP Paribas Masters avant d'enchaîner sur des concerts. Avec plus de 20 000 places et 30 configurations possibles, ce lieu mythique offrira une salle agrandie, plus fonctionnelle et plus accueillante. Le hall a lui aussi été repensé en privilégiant la convivialité. Cette rénovation est entièrement financée par la société chargée de gérer Bercy Arena jusqu'en 2046 selon la convention de délégation de service public avec la Ville de Paris.

Le suivi phytosanitaire
des arbres parisiens est fait
par les agents de la DEVE
avec des tablettes tactiles.



PARIS, INTELLIGENT ET DURABLE

Intitulé « Paris intelligent et durable – Perspective 2020 et au-delà », le plan stratégique, présenté au Conseil de Paris de mai, est un jalon essentiel dans le développement des idées de « Smart cities ». Comme toutes les métropoles, Paris est confrontée à de nouveaux défis liés à l'énergie, la végétalisation, l'eau, l'approvisionnement, la mobilité, la logistique et les déchets. Face au dérèglement climatique et à une nécessaire transition énergétique, la ville intelligente peut s'appuyer sur les opportunités ouvertes par la révolution numérique pour amener une autre façon de travailler qui place le citoyen au premier plan, en valorisant l'échange et la participation de chacun. Placée au Secrétariat général, la Mission ville intelligente et durable s'attache à impulser de nombreux projets innovants pour que d'ici 2020, Paris soit plus connectée, plus ouverte et plus ingénieuse. Elle coordonne l'action des directions concernées : budget participatif, extension du wi-fi gratuit, écrans interactifs sur les abribus, paiement du stationnement par smartphone...

[Lire le plan sur paris.fr](#)

sation sera poursuivie avec la mise en place de l'archivage électronique et le développement de la gestion électronique de documents. Sans oublier le renforcement des capacités de pilotage et d'évaluation par la création d'outils décisionnels. ●

EN SAVOIR + Vitrine de l'innovation numérique, le nouveau paris.fr conçu par la DICOM, en collaboration avec les autres directions, se veut plus ergonomique, plus intuitif et participatif.

À L'ASSAUT D'UNE VILLE NUMÉRIQUE

► Améliorer la qualité du service à l'usager de la Ville de Paris en lui apportant une réponse personnalisée, mais aussi faciliter le travail des agents grâce à des outils adaptés, tels sont les enjeux numériques des prochaines années.

Grâce aux investissements réalisés depuis 2002 dans le cadre des deux schémas directeurs des systèmes d'information, la collectivité parisienne dispose d'atouts importants pour construire une ville numérique. D'une part, des infrastructures de stockage et de traitement de l'information performantes. D'autre part, un réseau très haut débit couvrant l'ensemble des sites. Désormais, toutes les directions et les mairies d'arrondissement partagent les mêmes outils pour gérer les fonctions supports avec les programmes RH21 et Sequana. Le schéma directeur informatique pour la ville numérique 2015-2020 a été élaboré en cohérence avec le plan d'actions de la ville intelligente et durable, dont il constitue le socle technologique de transport d'information et de géolocalisation des données. Il s'attache à développer et à améliorer le service offert par les systèmes d'information à leurs différents usagers, internes et externes.

Services numériques

Les projets de services numériques concernent trois grands domaines. Programme phare : le compte unique parisien. Installé via un portail sur le nouveau site paris.fr, il permettra d'offrir à l'usager un service unifié et simplifié grâce à une mise en cohérence des données et des outils. Le deuxième axe est l'enrichissement de l'offre de services numériques qui visent à faciliter les démarches des usagers, comme la prise de rendez-vous, une inscription, la billetterie ou le paiement, à développer la participation ou à favoriser la mise en relation des acteurs de la ville. Le troisième axe a pour objectif la construction collaborative de services grâce à l'amplification de la politique d'OpenData avec, entre autres, la publication de nouveaux jeux de données. Cette stratégie d'unification et de développement de l'offre de services numériques s'adresse également aux agents et aux élus. Les outils et les informa-

tions permettant d'accompagner l'évolution de leurs activités seront mis à leur disposition : simplification de l'accès au système d'information (un compte unique agents, un portail d'information RH et métier personnalisé), développement de versions mobiles de certaines applications métiers, parapheur électronique, restitutions cartographiques et tableaux de bord d'aide à la décision pour les élus...

Les services au métier

Les agents qui ne disposent pas encore de solutions adaptées à leurs besoins seront outillés. C'est le cas dans les domaines de l'immobilier, de la préparation budgétaire, du périscolaire ainsi que dans les établissements de santé. Il s'agit aussi de mieux gérer l'espace public à travers le développement du système d'information géographique unifié et ouvert sur la métropole. Pour continuer à améliorer la performance des fonctions supports, certaines applications seront ouvertes à des usages en mobilité, tandis que l'ergonomie des systèmes d'information sera repensée pour en faciliter l'appropriation par les agents. La dématériali-

1500 personnes étaient présentes au premier « Hacking de l'Hôtel de Ville », dont 350 start-up et 150 investisseurs.



PARIS&CO : L'AGENCE D'INNOVATION ET D'ATTRACTIVITÉ DE PARIS

►► Paris&Co est la nouvelle agence de développement économique, d'innovation et d'attractivité de Paris. Au programme : favoriser la création d'entreprises et d'emplois dans la capitale.

Paris&Co est le fruit de la fusion au 1^{er} janvier 2015 de deux entités bien connues des entrepreneurs parisiens : Paris Développement et Paris Région Lab. Elle se spécialise sur les thématiques d'attractivité et d'innovation en vue de la création d'emplois et de valeur économique à Paris. Paris&Co remplit ainsi trois missions principales. D'une part, l'accompagnement d'entreprises à travers la création et le développement de start-up innovantes, ainsi que la prospection et l'accompagnement de sociétés internationales souhaitant s'implanter à Paris. D'autre part, le développement d'une culture d'innovation sur le territoire francilien par des actions favorisant l'expérimentation, l'émergence et la diffusion de technologies, services et pratiques innovantes. Enfin, la promotion économique de la métropole à l'international à travers l'attractivité et la compétitivité de Paris, mais aussi par la structuration et

Paris&Co accompagne plus de 300 projets d'implantation d'entreprises étrangères par an.

l'amélioration de l'offre territoriale, qu'elle anime ou fait animer.

La Ville partenaire

Paris&Co est pilotée par un conseil d'administration représentatif des acteurs économiques du territoire : Ville de Paris, entreprises, institutions, personnalités qualifiées. Elle est soutenue financièrement par la Ville de Paris et par de nombreux partenaires publics et privés, qui s'impliquent dans la mise en œuvre et le fonctionnement de nombreux dispositifs de développement économique. Forte d'une équipe internationale de 45 personnes, Paris&Co accompagne chaque année plus de 300 projets d'implantation d'entreprises étrangères, incube 200 start-up et conduit plus d'une centaine de rencontres business.

« Hacking de l'Hôtel de Ville »

La Ville a engagé de nombreuses actions pour soutenir l'écosystème parisien et l'innovation. Paris compte aujourd'hui plus de 40 incubateurs qui accompagnent et soutiennent chaque jour les start-up dans leur développement. Elle est la première ville d'Europe pour le nombre de start-up créées et se distingue dans les classements internationaux comme « la capitale mondiale de l'innovation et du capital intellectuel » ou encore comme la « 3^e métropole mondiale pour les investisseurs étrangers ». Cette politique volontariste s'est traduite le 20 mai

« LE TREMPLIN »

Plateforme inédite dédiée au sport et à l'innovation, « Le Tremplin » a vu le jour en novembre dernier et sera logée à partir de 2016 sur plus de 2 000 mètres carrés au cœur du stade Jean-Bouin (16^e). Dix-sept start-up sélectionnées par Paris&Co parmi la centaine de candidatures ont intégré des locaux provisoires dans le 19^e arrondissement. Il s'agit de la première plateforme d'innovation sportive au monde à voir le jour dans un stade. Grâce à son implantation, l'incubateur de start-up bénéficiera d'un lien privilégié avec le milieu sportif. « Le Tremplin » offrira un ensemble de services aux start-up et aux entrepreneurs innovants : accompagnement, accès à des financements privilégiés, espace de conférences, espaces ouverts de coworking... De quoi inventer le sport de demain et développer la pratique pour tous.

dernier par un événement inédit organisé par Paris&Co : le « Hacking de l'Hôtel de Ville ». Start-up, investisseurs et entreprises étrangères se sont vu confier les clés de l'Hôtel de Ville pour une grande journée dédiée à l'innovation et à l'emploi. Objectif ? Permettre aux jeunes entreprises innovantes de rencontrer de futurs partenaires, des clients, des fournisseurs, des investisseurs ainsi que des demandeurs d'emploi sélectionnés pour leurs compétences à qui elles proposaient 100 postes. À noter qu'une trentaine d'acheteurs de six directions de la Ville de Paris présents sur l'espace achats publics ont échangé avec les start-up venues promouvoir leur innovation. ●

Plus d'infos sur parisandco.com

Paris&Co est née de la fusion de :

→ **Paris Développement.** Agence d'attractivité dédiée à la prospection, à l'accueil et à l'animation des investisseurs étrangers créateurs d'emplois dans la capitale et à la promotion de Paris à l'international.

→ **Paris Région Lab.** Agence consacrée au rayonnement de l'écosystème francilien de l'innovation à travers quatre missions : l'incubation de jeunes entreprises innovantes, l'expérimentation de solutions innovantes, l'organisation d'événements start-up, la mise en relation des start-up et des grands comptes.

dossier

TOUS MOBILISÉS AUTOUR DU BUDGET PARTICIPATIF



►► **COORDONNER.** Projet phare de la mandature, le budget participatif est piloté par le Secrétariat général qui coordonne chacune des étapes pour assurer son succès.

►► **S'ORGANISER.** Chaque direction a mis en place un mode de fonctionnement interne pour traiter les projets déposés sur la plateforme par les Parisiens.

►► **ANALYSER.** Tous les projets ont été analysés par les services pour s'assurer qu'ils rentraient bien dans le cadre du budget participatif mais aussi pour juger de leur faisabilité technique.

Initié en 2014, le budget participatif invitait les Parisiens à voter parmi les 15 projets imaginés par la Ville de Paris. Près de 41 000 personnes ont ainsi choisi 9 projets qui sont mis en œuvre dès cette année, parmi lesquels des jardins sur les murs, cultiver dans les écoles, la reconquête urbaine ou encore trier ses déchets au plus près. L'édition 2015 a pris une nouvelle ampleur puisque ce sont désormais les Parisiens qui ont proposé leurs projets d'investissement à l'échelle de Paris ou d'un arrondissement. Ils ont pu le faire à titre individuel, mais aussi collectivement, en lien avec leur conseil de quartier, leur

collectif d'habitants, leur association ou leur entreprise. Plusieurs dispositifs d'accompagnement ont été mis en place pour permettre aux habitants de s'informer et de se rencontrer afin d'échanger à l'occasion d'ateliers, de formations et de réunions publiques. Les idées ont été enrichies au fur et à mesure par d'autres habitants dans une démarche collaborative pendant trois semaines pour chaque projet. Au total, 2722 personnes ont déposé 5115 propositions pour Paris et ses 20 arrondissements sur la plateforme « Madame la Maire, j'ai une idée », et plus de 16 000 commentaires ont été postés. Les services de la Ville ont

ensuite analysé tous les projets pour étudier leur faisabilité. Environ 2000 ne remplissant pas les critères ont été écartés ; sur les quelque 3000 restants, la moitié concerne l'ensemble de Paris et l'autre moitié un arrondissement. Les projets soumis au vote du 10 au 20 septembre seront annoncés lors d'une agora citoyenne le 4 juillet place de la République. Chaque porteur de projet sera informé sur la plateforme des suites données. Avec le budget participatif, une nouvelle façon de travailler se dessine pour les services, davantage en aspiration avec les Parisiens dans une perspective de co-construction collective. ●



→ UN PORTAGE FORT

► Porté au plus haut niveau, le budget participatif est piloté par le Secrétariat général qui est à l'origine de la préfiguration de sa mise en œuvre en 2014.

Bien avant l'ouverture de la plateforme le 15 janvier, un comité de pilotage s'est réuni chaque semaine sous l'égide du Secrétariat général (SG) pour suivre au plus près ce mode de fonctionnement inédit et l'ajuster au fur et à mesure. « Je travaille au quotidien avec la Mission Participation citoyenne, le cabinet de Pauline Véron et celui de la maire et j'anime le réseau des référents des directions, explique Charlotte Lampre, chargée de mission au SG. Compte tenu du nombre de projets déposés la dernière semaine, plus de 1000, le premier process mis en place n'a pas pu se poursuivre. Il consistait à examiner chaque projet après trois semaines de discussion sur la plateforme. D'abord 48 h d'analyse à la direction des Affaires juridiques (DAJ) pour voir s'il relève de la compétence de la Ville, puis 48 h à la direction des Finances et des Achats (DFA) pour vérifier qu'il s'agit d'un budget d'investissement. Des ateliers ont donc été organisés par le SG auxquels participaient la DAJ, la DFA et la DDCT, ainsi que les cabinets de la maire, de Bruno Julliard, de Pauline Véron et de Julien Bargeton. » Il aura fallu une

quarantaine d'heures de réunions pour passer en revue tous les projets : voir leur recevabilité sur les plans juridique et financier, faire la distinction entre les projets locaux et les projets parisiens, les regrouper par thématiques et éliminer ceux qui ne correspondaient pas aux critères. Des projets qui sont ressortis pour plusieurs arrondissements ont été élargis à la ville, comme les parcours sportifs et les berges de Seine. « Grâce à ces réunions, nous avons eu une bonne vision globale et exhaustive de tous les projets pour mieux les répartir », ajoute Charlotte Lampre.

Préparer l'analyse

Début avril, tous les projets locaux ont été envoyés pour information dans les arrondissements concernés, y compris ceux qui n'étaient pas retenus ou avaient été relocalisés. Ils ont pu faire part de leurs commentaires et permettre dans certains cas de regrouper des projets ou de revoir une localisation. En parallèle, les projets ont été envoyés dans les directions pour une étude technique afin de permettre la tenue des commissions *ad hoc* dans les arrondisse-

ments la première quinzaine de juin. Chaque commission a donné un avis consultatif sur les projets qu'elle souhaite garder permettant à chaque maire d'arrêter la liste qui sera soumise au vote. À noter que les directions se sont rendues disponibles pendant les commissions pour nourrir l'analyse technique. Pour les projets parisiens, le SG a opéré un travail de regroupement thématique et géographique en lien avec les cabinets d'élus. Une fois les « paquets » validés, ils ont été envoyés dans les directions la première quinzaine de juin pour qu'elles les étudient et les chiffrent. La liste d'une centaine de projets soumise au vote sera arrêtée lors de la commission parisienne présidée par la maire de Paris au cours de la semaine du 20 juin.

Améliorer le process

L'engagement pris étant d'apporter une réponse à chaque porteur de projet sur la plateforme, le SG coordonne la rédaction des messages pour les projets non retenus. Pour le vote de septembre préparé par la DDCT, l'ensemble des fiches des projets retenus, locaux et parisiens, sera publié sur le site du budget participatif. Les projets seront également présentés sous forme de catalogues : un pour les projets parisiens et un par arrondissement. Au-delà du vote

MOBILISATION AUTOUR DE LA PLATEFORME NUMÉRIQUE

Animer une plateforme sur laquelle ont été postées plus de 5 000 propositions était un enjeu de taille. Afin d'atteindre cet objectif, une dizaine de personnes est mobilisée à la DDCT en plus de la Mission Participation citoyenne. Durant la phase d'ouverture du 15 janvier au 15 mars, il s'agissait dans un premier temps d'un travail de modération. Chaque projet déposé a fait l'objet d'un message d'accueil puis d'un message de suivi. Les projets ne relevant manifestement pas du budget participatif ont été directement écartés, en concertation avec le SG et les cabinets d'élus concernés. Les auteurs de projets « recalés » ont tous été informés et la décision explicitée. À la fermeture de la plateforme, les projets retenus ont été transmis pour étude technique dans les directions. Pendant ce temps, l'équipe a travaillé sur les messages de refus concernant les projets qui n'avaient pas passé le premier filtre. Il lui a fallu justifier et argumenter ces réponses négatives, en coordination avec le SG. Puis, afin de préparer la tenue des commissions réunies dans les vingt arrondissements, l'équipe a retravaillé les fiches projet retournées par les directions. Même exercice pour les projets parisiens.

électronique, 80 à 90 urnes fixes seront disponibles, des urnes mobiles prendront place lors d'événements et une équipe de triporteurs sillonnera les arrondissements. « Le budget participatif induit une nouvelle manière d'instruire les projets par les directions. Nous réfléchissons déjà aux prochaines campagnes pour améliorer le process, notamment l'outil qui a révélé des faiblesses face à l'ampleur des projets déposés. La direction des Systèmes et Technologies de l'information s'y penche à partir de certains constats et des premiers retours d'expérience. Nous souhaitons aussi proposer l'année prochaine aux Parisiens des ateliers de co-construction, en ligne et physique, pour leur permettre d'élaborer ensemble leurs projets. Cela devrait conduire à diminuer le nombre de projets instruits par les directions et à leur adresser par ailleurs des projets plus aboutis », confie Charlotte Lampe. ●

EN SAVOIR ➤ Le budget participatif relève du budget d'investissement qui correspond à toutes les dépenses de construction, de rénovation de bâtiment ou de l'espace public, d'achat d'œuvres d'art, de développement d'un système d'information... 75 millions d'euros y sont consacrés en 2015.

EN PREMIÈRE LIGNE

►► Parmi toutes les directions concernées par le budget participatif, la direction de la Démocratie, des Citoyens et des Territoires (DDCT) est la plus directement impactée.

Une grande partie de la DDCT, en central et dans les arrondissements, s'est mobilisée afin de répondre le plus efficacement aux enjeux posés par la mise en place du budget participatif. D'une part, pour accompagner les Parisiens dans la formalisation et la mise en ligne de leurs projets sur la plateforme dédiée. D'autre part, pour former et informer les agents des autres directions impliqués dans le dispositif, en particulier les référents budget participatif désignés au sein de chaque direction pour coordonner les études techniques. Ainsi, la Mission Participation citoyenne (MPC) a été chargée du pilotage de ce projet et des formations autour du dispositif. « Nous avons proposé à l'ensemble des agents des formations pratiques. Une centaine d'entre eux est venue lors de l'une des quatre demi-journées, essentiellement les agents en contact avec le public. Le but était de leur donner les éléments pour qu'ils puissent répondre aux questions des Parisiens, précise Najatte Assila, chargée de mission sur le budget participatif à la MPC. Les outils de communication n'ont pas été oubliés, avec une newsletter et une rubrique dédiée sur IntraParis. En parallèle, plusieurs réunions publiques se sont tenues dans les arrondissements pour présenter aux Parisiens le budget participatif ainsi que la plateforme "Madame la Maire, j'ai une idée". Une dizaine d'arrondissements nous ont sollicités pour intervenir en soirée et expliquer le dispositif aux habitants. Par ailleurs, nous avons mis à la disposition du réseau des coordinateurs de quartier un support de présentation qui leur permettait d'être les ambassadeurs de ce projet. » Durant la phase de dépôt de projets, des permanences ont été organisées au sein de Paris Rendez-

Vous et de plusieurs Maisons des associations, notamment celle du 12^e arrondissement. Objectifs : dispenser des conseils pratiques pour déposer un projet ou aider à préciser les idées.

Tous les réseaux utilisés

De leur côté, les mairies d'arrondissement ont mis en place des permanences pour aider les Parisiens à déposer leur dossier. Elles seront à nouveau sollicitées pour le vote en septembre. Idem dans les Maisons des associations qui ont été parties prenantes sur le budget participatif. Pour renforcer les équipes, treize ambassadeurs de la participation ont été recrutés, dans le cadre du service civique, pour le lancement du budget participatif en 2014. Ce sont eux qui ont assuré les permanences dans les mairies. Ils étaient présents également à la journée portes ouvertes de l'Hôtel de Ville dédiée aux agents en janvier dernier et lors du compte rendu de mandat de la maire en avril. Par ailleurs, ils ont assuré la présentation du budget participatif et de la plateforme pendant les six soirées organisées dans les lieux ressources. Enfin, les onze équipes de développement local ont été mobilisées pour faire vivre les projets dans les quartiers « politique de la ville » et relayer les supports de communication. Tous les réseaux de la DDCT ont été utilisés pour toucher le maximum de personnes. L'exercice se renouvelera cette année. ●

EN SAVOIR ➤ Pour accompagner l'administration parisienne dans cette dynamique participative, des formations à la méthodologie de la participation (organiser une marche exploratoire, communiquer sur l'espace public, animer des ateliers d'idéation...) sont proposées dès septembre. Inscription sur democratie.locale@paris.fr

ENGAGÉS POUR TENIR LES DÉLAIS

►► Si le projet relevait de la compétence de la Ville de Paris et qu'il générerait une dépense d'investissement, il a été réorienté vers les services compétents des différentes directions pour étudier sa recevabilité technique et donner un coût estimatif.



À la direction de la Voirie et des Déplacements (DVD)

« TRADUIRE CONCRÈTEMENT LES IDÉES »

« Notre direction est la plus concernée par les projets. À l'issue de la période de recueil, près de 40 % des projets localisés à l'étude relevaient de la DVD. Comme nous ne savions pas combien d'idées seraient postées, nous avons mis au point une organisation pour essayer d'y faire face. Trois référents ont été nommés et tous les services locaux mobilisés. La période pendant laquelle les idées étaient encore en discussion nous a permis d'anticiper et de rejeter directement celles qui n'étaient pas faisables. Avoir anticipé a allégé le travail des services. Un comité de lecture interne a aussi permis de fusionner certains projets. Pour analyser ceux concernant un territoire, les huit sections territoriales de voirie ont été à pied d'œuvre, mais nous avons

aussi fait appel à d'autres services comme celui des Canaux ou des Aménagements et des Grands projets. Pour le suivi, nous avons réalisé un gigantesque tableau Excel, dont nous avons utilisé toutes les fonctionnalités, permettant de croiser les données et de faire les vérifications. L'exercice était délicat. Une instruction technique pour savoir si un projet est réalisable prend en général deux à trois mois. En cinq semaines, nous ne pouvions donc pas voir tous les aspects mais simplement nous prononcer sur la faisabilité et le coût. Il n'était pas non plus facile de traduire concrètement les idées des Parisiens. Certaines étaient trop larges et, dans le cadre du processus de réappropriation des projets par la municipalité, nous avons dû les redécouper pour pouvoir les chiffrer. Cela a démultiplié le travail. Les projets supérieurs au budget des arrondissements ont aussi été étudiés pour leur laisser la possibilité d'être repris dans les projets parisiens. Un important travail de coopération

À la direction des
Espaces verts
et de l'Environnement
(DEVE)

« NOUS INTERROGER SUR TOUS LES PROJETS »

« Nous avons essayé de trouver l'organisation la plus pertinente et rationnelle possible pour que ce travail nous soit utile par la suite. Le retour des services est d'ailleurs positif. Une équipe d'animation composée de trois personnes a été créée. Pendant la période de discussion des projets, nous avons construit un tableau de bord sous Excel faisant une synthèse de tous les projets intéressant la DEVE, soit 1 500, afin d'avoir une idée de ce que nous aurions à traiter. Suite aux premiers filtres, il en restait 700 : 400 en local et 300 en central. Le rôle de cette cellule d'animation a été de coordonner le flux d'informations permettant d'émettre les avis techniques, une sorte de pôle d'aiguillage pour orienter les projets vers les services locaux chargés de les ana-

a également été mené avec d'autres directions, particulièrement la DEVE pour les projets de végétalisation de l'espace public qui ont un impact sur la voirie. Nous avons travaillé en interface sur ces projets, ce qui a compliqué le traitement. Le budget participatif étant un système de dialogue avec les Parisiens, le bureau des réponses aux usagers a préparé les éléments pour que chaque porteur de projet reçoive une réponse circonstanciée, quelle que soit la décision prise. » ●

CHRISTOPHE TEBOUL

Responsable de l'Agence de la relation à l'usager

BÉNÉDICTE PERENNES

Chef du service des Territoires

EN SAVOIR ➔ Des projets, des plus ambitieux aux plus petits, ont été proposés : aménager une rue, un carrefour ou une place, élargir des trottoirs, améliorer des traversées piétonnes, refaire un marquage au sol ou supprimer un nid-de-poule...

lyser. Notre tableau de bord s'est enrichi de fiches navette pour chaque projet. Au préalable, nous avons rencontré chacun des référents nommés dans les services pour lui expliquer la démarche et le niveau de la réponse attendue. Chaque projet était qualifié par un stade d'avancement qui nous a aussi permis de suivre son cheminement entre services jusqu'à l'arbitrage par la directrice. Certains projets faisaient appel à la compétence d'autres directions que nous avons sollicitées, notamment la DVD. Si cet exercice est très consommateur de temps, il nous permet de mieux cerner les attentes des Parisiens et de nous ré-interroger sur certains sujets pour définir une position commune de la DEVE. Cela a aussi permis de nous questionner à nouveau sur des sujets comme les espaces canins que nous avons testés il y a quelques années. La qualité des réponses apportées aux porteurs de projets impose un sérieux de notre part. Nous avons donc essayé d'avoir l'analyse la plus fine possible et d'établir un consensus quand plusieurs services étaient impliqués. » ●

LAURENT PINNA

Chargé de la coordination interne
des projets de mandature

EN SAVOIR ➔ Trois grands thèmes se sont dégagés. 45 % des projets concernent la végétalisation du domaine public, 25 % l'intervention dans les espaces verts et 15 % l'agriculture urbaine.

ZOOM

« UN PREMIER FILTRE »

« Nous devons nous assurer que les projets relevaient de la compétence de la Ville. Nous avons aussi regardé s'ils ne portaient pas atteinte à un principe constitutionnel, comme le principe d'égalité devant les services publics, ou à une liberté fondamentale telle que le droit d'accès et de desserte des riverains, par exemple dans le cas d'un projet qui viserait à transformer une voie publique en jardin. Nous avons écarté ceux qui porteraient atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie. Et nous nous sommes prononcés en matière de laïcité, notamment pour les projets impliquant des travaux sur des églises. Pour chaque refus, nous avons émis une note argumentée ; d'autres projets ont fait l'objet de réserves. L'exercice n'était pas simple car des idées pouvaient ne pas relever directement de la compétence de la Ville mais se rattacher à certains de ses projets dont il fallait avoir connaissance. La DAJ sera à nouveau sollicitée pour la mise en œuvre des projets votés, comme actuellement pour ceux de 2014. »

ANNA CALLADINE, juriste à la DAJ

dossier

LE BUDGET PARTICIPATIF



À la direction des Affaires
culturelles (DAC)

« UN TRAVAIL COLLECTIF »

« La direction des Affaires culturelles n'a pas de services déconcentrés, mais tous les services centraux ont été mobilisés. Nous nous sommes organisés en interne pour analyser plus d'une centaine de projets dont certains ont été regroupés. Service transversal, la Mission Territoires a coordonné les opérations : nous avons centralisé les projets avant de les orienter en interne pour expertise. Depuis plusieurs mois, le budget participatif était un sujet récurrent, mais en février nous avons tenu une réunion pour expliquer aux bureaux la démarche et les attentes. Pour ne pas être submergés, nous avons traité les projets au fil de l'eau. Nous avons fonctionné à partir de fiches expertise par projet remplies par un bureau pilote, l'analyse de la recevabilité technique pouvant mobiliser plusieurs bureaux de la DAC. Les bureaux ont dû s'approprier les projets, souvent les réécrire, mettre en avant ou préciser un aspect et établir un coût estimatif. Certains projets ont été validés sous réserve, par exemple la réalisation d'œuvres de street art sur des murs privés nécessitera au préalable l'autorisation de la copropriété. Après leur expertise, les bureaux nous renvoyaient les

fiches dont le contenu pouvait être reformulé pour le rendre plus accessible. En parallèle, nous étions en contact régulier avec le Secrétariat général et les autres directions, des projets nécessitant d'être réorientés ou leur analyse mobilisant d'autres compétences techniques. Cette démarche participative étant assez nouvelle pour la DAC, à la différence de la DVD ou de la DEVE notamment, le budget participatif nous a amené à travailler différemment en interne, mais aussi entre les directions, ce que la mise en œuvre des projets votés en 2014 nous avait déjà montré. Suite aux expertises, nous participons aux commissions *ad hoc* dans les arrondissements et en central. Si les projets ne seront votés qu'en septembre, nous anticipons dès aujourd'hui la préparation d'un marché global qui facilitera la réalisation d'une partie des projets. Le premier semestre étant généralement une période chargée pour les directions, l'organisation 2015 a été un test pour envisager les exercices à venir, mais aussi pour gérer l'articulation avec la mise en œuvre des projets précédemment votés. » ●

AUORE PATRY-AUGÉ

Responsable de la Mission Territoires

EN SAVOIR ➔ Sur 109 projets localisés analysés, 60 % concernent l'art dans la ville.

UN AIR DE CAMPAGNE À PARIS

► Gérée dans le respect de l'environnement, la Ferme de Paris a pour vocation de sensibiliser le public et de mobiliser les acteurs du territoire autour des enjeux de la production et de l'alimentation durable. Visite guidée.

Le soleil vient de se lever sur les cinq hectares de la ferme située à l'orée du bois de Vincennes (12^e) et la journée débute par le nourrissage des animaux. Marcel et Dominique Collet gèrent la ferme depuis son ouverture en 1989. Au fil des années, celle-ci a évolué en fonction des objectifs de la Ville en matière environnementale et s'adresse aujourd'hui à un public « porteur de projet » en agriculture urbaine sur le sol parisien. L'idée est de faire émerger puis d'accompagner des projets concrets.

Valoriser les actions

En semaine, la ferme organise des ateliers, formations, conférences et débats. Elle a notamment accompagné le Plan de développement de l'alimentation durable dans la restauration

La ferme a accompagné le Plan de développement de l'alimentation durable.

collective de la Ville de Paris en formant les personnels des Caisses des écoles. Actuellement, elle intervient pour le développement des fermes urbaines et des poulaillers. Le

paysage de la ferme s'est donc adapté, tout comme ses pensionnaires. Ainsi, avec la mise en place de l'éco-pâturage aux Archives de Paris, des moutons d'Ouessant sont arrivés il y a deux ans. Une équipe travaille aux côtés des exploitants : trois techniciens agricoles pour les grandes cultures et les élevages, deux jardiniers pour le suivi horticole et potager, et trois techniciens supérieurs en environnement pour les ateliers et formations. Le week-end, place aux visiteurs qui peuvent assister aux travaux de la ferme. ●

[Plus de photos sur IntraParis](#)



ZOOM

« DÉCOUVRIR LA PERMACULTURE »

MAGALI DRUTINUS, RESPONSABLE DU PÔLE ALIMENTATION DURABLE À L'AGENCE D'ÉCOLOGIE URBAINE

« La permaculture est née dans les années 1970 à l'initiative de deux Australiens qui souhaitaient à l'origine mettre en place un système agricole stable, autonome en termes d'énergie et de ressources, qui réponde aux besoins des humains tout en respectant la nature. Très vite, le concept s'est étendu pour devenir une philosophie et une boîte à outils pour bâtir une "culture permanente". L'éthique de la permaculture vise en effet à favoriser la mise en place d'écosystèmes humains durables s'inspirant de la nature. Appliquée à l'agriculture urbaine, la permaculture permet de végétaliser la ville autrement. Depuis 2013, la Ferme de Paris expérimente une surface "permacole" de 400 m². L'objectif aujourd'hui est que l'ensemble de la ferme

s'inscrive dans un aménagement permaculturel où tous les éléments de l'écosystème – parcelles de céréales, animaux, potager, mais également visiteurs, équipes sur place – soient liés en un tout efficace et harmonieux.

La ferme est aussi un lieu d'expérimentation, comme le prouve la création des "allées épiceries". Cela consiste à créer une allée regroupant plantes aromatiques et condimentaires qui se récoltent le même mois. Chaque allée est composée d'une butte de terre entourée d'un mur en pierres recyclées fournies par la direction de la Voirie et des Déplacements. Nous utilisons des matériaux locaux dans le cadre d'une démarche d'économie circulaire. »





VOCATION PÉDAGOGIQUE

La ferme fait partie des pôles ressources de l'Agence d'écologie urbaine de la direction des Espaces verts et de l'Environnement, qui ont vocation à mobiliser le territoire autour du développement durable.



ÉQUIPEMENTS INNOVANTS

Gérée selon des pratiques « bio », la ferme s'est dotée d'équipements innovants tels que des panneaux solaires, une toiture végétalisée ou encore la création d'un système autonome d'assainissement.



ÉLEVAGES

Les animaux que l'on trouve dans une exploitation traditionnelle sont présents à la ferme : vaches, chèvres, brebis... Mais aussi un poulailler qui abrite des poules, canards, dindes, oies et lapins.



ATELIERS

La ferme accueille des porteurs de projet dans le cadre de différentes actions de formations et de sensibilisation, comme la permaculture. L'enjeu est de développer une agriculture de proximité en zone urbaine.



CULTURES

Les terrains sont partagés entre prairies et cultures de blé, orge, avoine... Le verger rassemble une collection d'arbres fruitiers, tandis que le potager montre une grande diversité de légumes et de plantes aromatiques et médicinales.

DANS LES STARTING-BLOCKS POUR L'UEFA EURO 2016

►► Pour que l'UEFA EURO 2016 soit une fête pour les Parisiens et les visiteurs, les directions ont été impliquées très en amont afin de concevoir et mettre en place les projets d'animation dans la capitale. Le tout orchestré par la Mission Euro 2016 (DJS).

Comment avez-vous été impliqué(e) ?

MARLÈNE TESSIER : Mes missions sont souvent transversales et je suis naturellement devenue référente pour la direction. Le programme d'accompagnement de l'UEFA EURO 2016 mettant en valeur les politiques de la Ville, un de nos objectifs a concerné la qualité de l'accueil proposé aux visiteurs, l'autre celui des emplois créés à l'occasion de l'événement. Trois chefs de projet ont été désignés au sein de la DDEES pour suivre les volets innovation en matière d'accueil, commerce sur l'espace public et emploi. Dès septembre, les agents seront de plus en plus impliqués.

ODILE DUBUS-MARCET : Je suis particulièrement sensible au développement du sport féminin et j'avais proposé deux projets lors du grand brainstorming avec toutes les directions, dont l'organisation d'un tournoi européen de football féminin qui a été retenu. Le second, pas encore définitivement validé, consiste en une animation pédagogique autour de l'arbitrage du football dans le cadre du village itinérant qui est un autre projet de la DJS. Nous sommes six chefs de projet dans la direction. Pour avoir le même niveau d'information, nous nous réunissons périodiquement et faisons des points réguliers avec la Mission Euro 2016.

ALAIN CONSTANT : La DEVE est concernée par le projet de « Fan zone » installée sur le Champ-de-Mars et par la mise en œuvre d'un Plan de développement durable, puisque cet événement, qui se déroulera quelques mois après la COP 21, se doit d'être exemplaire. La Mission Euro 2016 s'est donc tournée vers l'Agence d'écologie urbaine, dont un membre est chef de projet « développement durable ». Le responsable du site du Champ-de-Mars, qui a l'habitude des grands événements, suit le projet de la « Fan zone » depuis l'origine. Il sera aux premières loges avec le prestataire sur toutes les étapes,

de la préfiguration à la remise en état. Je représente pour ma part la direction en comité stratégique et coordonne les différents intervenants de la DEVE.

Comment se montent les projets ?

MARLÈNE TESSIER : Nous sollicitons nos partenaires pour faire découvrir et redécouvrir Paris à l'occasion de l'UEFA EURO 2016. L'Office du tourisme adapte et modernise son City Pass et animera des lieux éphémères d'information pour les journalistes et pour les visiteurs avec la DICOM. L'accueil dans Paris sera renforcé par des volontaires et jeunes en service civique formés pour aider les visiteurs à se repérer. Les commerces et services de proximité désireux de participer à l'événement en soignant leur accueil pourront se référencer sur le site de la Ville. Pour mieux accueillir, Paris&Co identifie des solutions innovantes ainsi que des dispositifs d'observation des flux qui permettront d'établir le bilan de la fréquentation touristique. S'agissant de l'emploi, l'objectif est de faciliter la mise en relation des demandes et des offres en proposant des rencontres et forums de recrutement et des formations dans les secteurs les plus sollicités. Les différents marchés passés sont également des moyens d'insertion de publics en difficulté.

ODILE DUBUS-MARCET : Le principe est de faire un tournoi pour les 15-16 ans en plusieurs phases. La phase qualificative métropolitaine, pour laquelle Saint-Denis est partenaire, consiste en un tournoi entre des équipes de clubs ou non. Huit équipes se qualifieront pour la phase finale qui aura lieu pendant l'UEFA EURO 2016 où elles rencontreront huit équipes de capitales européennes. Je travaille en partenariat avec la Ligue de football d'Île-de-France et le Comité départemental de Paris pour organiser le tournoi, ainsi qu'avec les clubs et

les éducateurs sportifs. En septembre, nous allons entrer dans la phase opérationnelle avec l'engagement des équipes, l'organisation sportive du tournoi, puis nous serons en contact avec les capitales pour la finale.

ALAIN CONSTANT : L'aménagement et la gestion de la « Fan zone » sont confiés à une société extérieure. Nous avons travaillé avec la Mission Euro 2016 sur le cahier des charges avec le souci de préserver au mieux le Champ-de-Mars et participé à l'analyse des offres avec la DFA. Un groupe de travail a

MARLÈNE TESSIER

Référente pour la direction
du Développement économique,
de l'Emploi et de l'Enseignement
supérieur (DDEES)





ALAIN CONSTANT

Référent pour la direction des Espaces verts
et de l'Environnement (DEVE)

été mis en place pour étudier les différents aspects du projet : la propreté avec la DPE qui intervient aussi pour l'eau et l'assainissement et pré-équiper le site, la gestion de l'espace public autour du Champ-de-Mars avec la DVD, les questions de sécurité avec la DPP car plusieurs milliers de personnes viendront sur place chaque jour.

Quels sont les enjeux ?

MARLÈNE TESSIER : Nous voulons donner aux visiteurs une image renouvelée de Paris, capitale accueillante et innovante. L'UEFA EURO 2016 permet d'aller plus vite vers les innovations touristiques.

ODILE DUBUS-MARCET : Les seize délégations de jeunes filles seront invitées à passer trois à quatre jours à Paris avec des visites culturelles, une mise à l'honneur dans le cadre d'opérations et à assister à un match. Au-delà de l'aspect sportif, c'est aussi un échange entre les jeunes filles que nous visons. Et pour que l'impact soit fort, il faut trouver un endroit emblématique pour la finale, qui valorise la pratique féminine. Avoir obtenu l'organisation en France du

ODILE DUBUS-MARCET

Chef de projet pour la direction
de la Jeunesse et des Sports (DJS)



Championnat du monde de football féminin en 2019 peut aider.

ALAIN CONSTANT : L'enjeu du Plan de développement durable est de définir des actions limitant les impacts de l'événement. La « Fan zone » a fait l'objet d'une attention particulière : les prescriptions du cahier des charges visent à protéger les espaces végétalisés, à limiter les consommations d'eau et le bruit, à recycler les déchets... L'événement devrait être certifié selon la norme ISO 20121 qui valorise les systèmes de management responsables appliqués à l'activité événementielle et favorise « l'amélioration continue ». Cette démarche pourra s'appliquer à d'autres événements car la Ville élabore actuellement une charte de bonnes pratiques à l'attention des organisateurs d'événements. ●

ZOOM

LES TEMPS FORTS

→ **Juin 2015.** La Ville lance un appel à volontaires pour faciliter l'accueil des visiteurs à Paris. Ils seront répartis aux sorties de métro et de gare, dans les 20 sites les plus fréquentés de Paris, et une cinquantaine sera affectée à la « Fan zone ». Une centaine d'agents de la Ville pourra participer à cette opération. La plateforme de recrutement sera disponible sur paris.fr

→ **Septembre 2015.** Lancement des projets sportifs, éducatifs et culturels dans les équipements municipaux. Tournoi des arrondissements, actions dans les écoles...

→ **11-12 décembre 2015.** Lancement de l'UEFA EURO 2016 dans la ville et tirage au sort par Michel Platini des rencontres entre les 24 équipes finalistes.

→ **Décembre 2015.** La Grande Roue et le marché de Noël seront aux couleurs de l'Euro.

→ **Mars-avril 2016.** Lancement du village sportif itinérant pour promouvoir le foot sous toutes ses formes.

→ **Mai 2016.** La Fête des marchés annoncera l'événement. Durant le championnat, des cours de cuisine sur les marchés feront découvrir la gastronomie des nations européennes.

→ **Mai 2016.** Organisation par l'APSAP du tournoi des villes hôtes mettant en jeu les équipes de services administratifs de ces villes. L'équipe de la DPE gagnante du tournoi de la Fête du sport 2015 représentera la Ville de Paris.

→ **9 juin 2016.** Concert géant d'ouverture de David Guetta.

→ **Du 10 juin au 10 juillet 2016**
Phase finale du championnat d'Europe de football dans dix villes françaises, dont Paris. Cinq matchs au Parc des Princes.

→ **10 juin 2016.** Match d'ouverture au Stade de France

→ **10 juillet 2016.** Finale au Stade de France.

SPORT DE PROXIMITÉ ET JEUNESSE À L'HONNEUR

►► Pour développer le sport de proximité et répondre aux besoins des usagers, de nouveaux métiers ont été créés à la direction de la Jeunesse et des Sports. De leur côté, cinq binômes de référents de territoire ont succédé aux animateurs des Conseils de la jeunesse d'arrondissement.



YAMINA BEN AYED

RESPONSABLE DES ANIMATIONS SPORTIVES À LA CIRCONSCRIPTION NORD

BIOEXPRESS → Brevet d'État d'éducatrice sportive en 1997. Exerce comme vacataire dans différentes collectivités locales, dont Paris. Entre à la Ville en 2006 comme adjointe d'animation et d'action sportive dans le 18^e. Passe le concours d'éducatrice sportive en 2008 et devient responsable de secteur des animations sportives dans le 14^e. Rejoint la circonscription nord en 2013.

« L'INTERLOCUTEUR PRIVILÉGIÉ AU NIVEAU LOCAL »

« ORGANISER ET PROGRAMMER »

« Je suis chargée d'organiser et de programmer les activités sportives de proximité dans les 1^{er}, 2^e, 9^e et 10^e arrondissements. Chaque année, j'établis un planning, je réserve les équipements et prévois l'encadrement. Je m'occupe également de la programmation durant les vacances scolaires. Les activités sont choisies selon les priorités des mairies d'arrondissement. Elles évoluent pour tenir compte des demandes des habitants ou de l'ouverture d'un nouvel équipement. Nous avons par exemple développé des activités pour les adolescents, d'autres en faveur du sport en famille. À côté, il existe des priorités définies par l'adjoint à la maire de Paris chargé des sports. C'est le cas du sport à destination des femmes ou pour les seniors. Pour chaque demande, je dois m'assurer de sa faisabilité, à savoir si je dispose de l'équipement ainsi que de

Pour chaque demande, je dois m'assurer de sa faisabilité.

YAMINA BEN AYED

l'encadrement nécessaires. Ma bonne connaissance du terrain me permet d'apporter mon expertise et je m'appuie aussi sur mon équipe d'éducateurs sportifs qui encadrent les dispositifs. J'accueille également des apprentis, des stagiaires ainsi que des jeunes volontaires en service civique. Le management et le suivi administratif des agents représentent une part importante de mon poste. Je travaille en collaboration avec les chefs d'établissement, j'ai de nombreux liens avec les associations sportives, les équipes de développement local et d'autres directions. À la demande des mairies d'arrondissement ou de nos partenaires, nous organisons des événements sportifs locaux autour de thèmes communs comme le sport et la lutte contre les discriminations. C'est un métier polyvalent, de contacts, où la part RH est très importante. » ●

« Je suis l'interlocuteur privilégié au niveau local de tous les partenaires institutionnels et associatifs de la circonscription nord pour le sport de proximité. Nous proposons des activités gratuites dans les équipements municipaux qui s'adressent à tous les publics, des enfants aux seniors en passant par les personnes handicapées, pour leur permettre de découvrir et de s'initier à différentes disciplines. Ainsi, je pilote l'ensemble du dispositif, assure son suivi et son évaluation. Je gère la filière sportive sur la circonscription, soit quarante-huit agents. Pour cela, je m'appuie sur quatre responsables de secteur que je réunis chaque semaine. Grâce à ma vision d'ensemble, je peux conseiller les mairies d'arrondissement dans leurs choix en matière de politique sportive et faire en sorte que celle-ci soit en cohérence avec le programme de mandature. Je travaille donc au quotidien avec les élus au sport dans le cadre de leur projet sportif d'arrondissement, j'aide aux prises de décision sur l'animation sportive, à l'attribution des sub-

J'aide aux prises de décision sur l'animation sportive.

WILLIAM LANDRE

« OFFRIR UNE PRESTATION QUALITATIVE »

« Je connaissais déjà ce métier pour l'avoir exercé pendant quatre ans dans le 14^e arrondissement, même s'il a un peu évolué. Avec mon équipe d'éducateurs sportifs, nous proposons différentes activités qui permettent de répondre aux besoins de la population et d'utiliser pleinement les possibilités offertes par les équipements, dont le

Motiver son équipe pour que chacun s'épanouisse.
ARNAUD ROLLET

centre Suzanne-Lenglen. Un coaching s'adresse notamment aux adultes chaque jour de midi à 14 h. Les objectifs sont adaptés à leurs souhaits, comme une remise en forme après une grossesse ou la préparation d'un marathon. Notre but est d'offrir une prestation qualitative pour que l'usager reparte satisfait. La marche nordique est aussi proposée sur le site qui s'y prête pleinement, avec des itinéraires d'1 h 30 qui évoluent pour éviter la lassitude. Une autre particularité du secteur concerne la médiation sportive à destination des enfants, des adolescents et des adultes sur certains sites comme le gymnase Duplex. Ce dispositif repris

en régie permet d'apaiser les tensions avec un public difficile à travers le sport, comme le basket et le futsal. Grâce à la référente jeunesse du secteur, nous avons aussi monté un partenariat avec les structures jeunesse que je rencontre tous les deux mois. Elles servent de relais auprès des familles pour diffuser notre offre sportive pendant les vacances scolaires. Nous essayons de faire découvrir aux jeunes d'autres disciplines qui les sortent du gymnase, comme le disc golf et la course d'orientation. S'il m'arrive d'enseigner, je me concentre sur mes missions autour de la gestion des agents, l'expertise et les projets pour lesquels je suis sollicité de toutes parts : pour une fête de quartier, pour coordonner les activités sportives sur les berges de Seine lors de l'opération Femmes en sport, avec Paris Santé Nutrition... Il faut être réactif et dans l'adaptation permanente par rapport aux besoins, savoir gérer les imprévus, et surtout motiver son équipe pour que chacun s'épanouisse. » ●



WILLIAM LANDRE

CONSEILLER À LA VIE SPORTIVE DE LA CIRCONSCRIPTION NORD

BIOEXPRESS → Educateur sportif à Persan (95). Entre à la Ville en 2005 comme responsable de secteur des animations sportives dans le 18^e. Promu conseiller à la vie sportive (CVS) en 2012 lors de la création de ce métier. Affecté à la circonscription nord qui couvre les 1^{er}, 2^e, 9^e, 10^e, 18^e et 19^e arrondissements.

ventions aux associations et des créneaux, aux futures implantations d'équipements. Je suis en charge du suivi des conventions avec les 22 associations pour lesquelles je fais un retour aux mairies. J'assure également le lien avec les services centraux de la DJS pour que les décisions soient appliquées mais aussi pour faire remonter les éléments du terrain. Pour qu'il y ait une cohérence sur l'ensemble de Paris, je travaille avec les autres CVS sur des sujets communs, comme les dispositifs seniors. Côté projets, je pilote l'arrivée de la Fondation PSG dans le 19^e dont je serai en charge du suivi de l'action pour vérifier qu'elle est en cohérence avec la convention signée avec la Ville. Je pilote aussi un projet de village d'animations dans le cadre de l'UEFA EURO 2016. Par ailleurs, il existe des projets innovants comme Centr'Halles Park dédié au parkour qui va ouvrir en fin d'année dans le 1^{er}, pour lequel je m'occupe du côté opérationnel. Ce métier très prenant demande d'être bien organisé pour répondre aux nombreuses sollicitations et une certaine diplomatie. Il faut bien connaître son positionnement pour éviter les malentendus car si je conseille, je ne suis pas décisionnaire. Je dois savoir l'expliquer aux différents partenaires, sachant que c'est souvent moi qui annonce les décisions. » ●



ARNAUD ROLLET

RESPONSABLE DES ANIMATIONS SPORTIVES À LA CIRCONSCRIPTION OUEST

BIOEXPRESS → Entre à la Ville en 2001 comme éducateur sportif à la direction des Affaires scolaires. Rejoint la DJS lors de la création de la filière sportive en 2005 en passant le concours d'éducateur des activités physiques et sportives. Affecté dans le 14^e. Rejoint la Mission développement des pratiques sportives pour implanter la glisse urbaine à Paris. Devient responsable des animations sportives dans le 15^e en mai 2014.

« FAIRE CONNAÎTRE LES DISPOSITIFS JEUNESSE »

« Nous n'avons pas de contact direct avec les jeunes mais avec les professionnels qui sont en lien avec eux sur le secteur sud qui couvre les 5^e, 6^e, 13^e et 14^e arrondissements. Notre temps se partage entre cinq grandes missions dont la plus importante consiste à faire vivre le contrat jeunesse d'arrondissement. Il s'agit d'un contrat signé par la mairie d'arrondissement et la Mairie de Paris, dont l'objectif est de partir des besoins pour déterminer les actions à mener. Au total, dix arrondissements ont signé un tel contrat, y compris deux de notre secteur, les 13^e et 14^e. Ces contrats qui avaient une durée de deux ans sont en phase d'être renouvelés.

Nous établissons un état des lieux jeunesse de l'arrondissement afin de recenser l'offre sur toutes les thématiques, que nous priorisons ensuite : emploi, insertion, santé, culture, loisirs, sport... Cela nous sert à déterminer les axes et les pistes d'actions à travailler avec les acteurs du territoire que sont les associations, équipements jeunesse, services de la Ville... Pour associer nos partenaires à ce second contrat qui sera signé à la rentrée 2015, nous organisons de nombreuses réunions dans le cadre de groupes de travail sur des thèmes comme l'insertion, l'emploi, l'accueil des jeunes sur l'espace public, la participation ou encore la citoyenneté. Dans le 13^e, les jeunes ont aussi été entendus pour que le contrat jeunesse soit en adéquation avec leurs usages. Plusieurs réunions ont eu lieu avec des collègues, des associations qui suivent les

jeunes, des étudiants dans les résidences universitaires et au sein de la faculté.

Une autre de nos missions concerne l'animation de réseaux. Ainsi, nous participons

aux actions des autres acteurs du territoire pour lesquels nous sommes un relais d'information et faisons le lien avec la mairie centrale. Les rencontres que nous organisons avec eux

permettent de faire connaître les dispositifs jeunesse de la Ville. Pour la partie sport, nous travaillons notamment avec les responsables des secteurs des animations sportives et les conseillers à la vie sportive. L'objectif est d'échanger des informations pour toucher le maximum de jeunes qui n'ont pas connaissance de ces dispositifs. Nous avons d'ailleurs été des relais pour la diffusion du premier Pass Jeunes afin que le plus grand nombre en bénéficie. Nous gérons également des projets grâce à un budget annuel de 10 000 € par arrondissement.

Montés en partenariat avec le réseau jeunesse local et en lien direct avec les mairies d'arrondissement, ces projets vont de la Fête de la jeunesse dans le 13^e, au ciné-débat dans le 14^e, en passant par des forums métiers, des expositions ou concours photos et un tournoi de foot.

Par ailleurs, nous assurons un suivi qualitatif des équipements jeunesse et acteurs jeunesse soutenus par la Ville dans le cadre d'une démarche de proximité. Cela

passé par une connaissance de leurs projets et une attention particulière quand ils rencontrent des problèmes. Nous accompagnons les associations pour leur demande

de subvention et veillons à ce que leur action soit en adéquation. Enfin, nous sommes mobilisés pour développer la concertation avec les jeunes sur une thématique ou une action. Nous avons par exemple mobilisé les partenaires lors d'une étude de l'Atelier parisien d'urbanisme sur les jeunes à Paris. La routine n'existe pas dans ce métier. Véritable binôme, nous nous partageons les réunions et pour être parfaitement interchangeables, nous échangeons beaucoup et mettons tous nos mails en copie. Une fois par semaine, nous avons une réunion d'équipe avec les autres référents de secteur puisque nous travaillons sur des thématiques communes. Il faut savoir s'adapter aux différents interlocuteurs et maîtriser les rouages administratifs, tout comme les techniques d'animation de réunion. Et surtout se fixer des priorités car nous sommes très sollicités. » ●

Déterminer les axes et les pistes d'actions à travailler.

JÉRÔME ROBERT

Faire vivre le contrat jeunesse d'arrondissement.

CAMILLE BORDIER

CAMILLE BORDIER ET JÉRÔME ROBERT

RÉFÉRENTS JEUNESSE DU SECTEUR SUD

BIOEXPRESS → Camille Bordier : Études universitaires liées à la participation citoyenne. Expériences de la politique jeunesse en banlieue parisienne et à Montréal. Entre à la Ville en 2013 comme référente jeunesse sur le secteur sud.

BIOEXPRESS → Jérôme Robert : Études universitaires dans le sport. Débute comme éducateur sportif en banlieue parisienne puis à Paris. Entre à la Ville en 2011 en tant que coordinateur du Conseil de la Jeunesse du 13^e arrondissement. Devient référent jeunesse du territoire en 2012. Affecté sur le secteur sud.



Mathieu Olivares s'entraîne chaque jour pour réussir ce challenge.

« MON OBJECTIF EST DE TERMINER LA COURSE »



► **MATHIEU OLIVARES, 39 ans,** convoyeur de courrier à l'Agence Transport Courrier de Morland, se lance à l'assaut de la mythique épreuve de marche Paris-Alsace, soit 430 km en quatre jours et trois nuits.

L'athlétisme, c'est une histoire de famille chez les Olivares. Issu de quadruplés, Mathieu, comme sa sœur et ses deux frères, en est passionné. Il faut reconnaître que les gènes y sont sans doute pour quelque chose : sa mère pratiquait le saut en hauteur et son père le demi-fond. Le couple s'est d'ailleurs rencontré au bord des pistes d'athlétisme. Pas étonnant qu'ils aient eu des enfants, eux aussi, athlètes. Si Mathieu est un ancien marcheur de vitesse qui peut s'enorgueillir d'un titre de vice-champion de France Espoirs sur 20 km, il a décidé de se lancer depuis deux ans dans la marche de fond.

DÉBUTS

« J'ai démarré l'athlétisme très tôt, à l'âge de 7-8 ans, dans une école qui m'a permis de m'initier à toutes les disciplines. Puis, à l'instar de ma famille, j'ai été attiré par le demi-fond que j'ai pratiqué de 12 à 17 ans. Ce sont des courses allant du sprint au 3 000 mètres. Nous pouvions alors nous entraîner ensemble jusqu'à ce que je bifurque vers la marche athlétique. Mon ancien club organisait une compétition à laquelle j'ai participé. C'est là que j'ai eu le déclic pour la marche de vitesse. Puis en

2013, je me suis lancé dans la marche de fond qui se déroule sur une longue distance, aux alentours des 100 km. J'ai fini 12^e au championnat de France des 24 heures de marche en 2014. »

PARIS-ALSACE

« Du 3 au 6 juin, je participe à l'épreuve Paris-Alsace, anciennement Paris-Colmar. Avec ses 430 km à parcourir, c'est la plus longue course au monde. Je la connais déjà en tant qu'accompagnateur, ce qui me permet d'avoir conscience de l'effort à fournir et des éventuelles blessures. Pour me qualifier, il m'a fallu réaliser l'une des trente meilleures performances mondiales à l'occasion des cinq épreuves de sélection sur circuit. J'ai obtenu ma qualification en terminant cette année 4^e du championnat de France des 24 heures de marche à Bourges. Cela ne m'a pas empêché de participer à la dernière épreuve, cette fois pour m'entraîner en parcourant 170 km à l'allure du Paris-Alsace. »

ENTRAÎNEMENT

« Pour réaliser ce challenge, je m'entraîne deux heures par jour ainsi que le week-end sur des périodes plus longues. Cette épreuve requiert beaucoup d'endurance et un mental hors du commun pour ne pas s'arrêter

dès que la douleur se fait sentir. Il faut aussi supporter de marcher la nuit, de combattre l'envie de dormir, ce qui est difficile au début. Des amis me suivent à vélo pour me soutenir lors de ces entraînements. La météo entre aussi en jeu. À Bourges, il a plu toute la nuit, mais pas question d'arrêter. Quant à ma première course de 24 heures, il a neigé ! Cette année, j'ai pris un entraîneur dont les conseils m'ont fait progresser, et notamment permis de passer de 172 km en 24 heures à 183 km. »

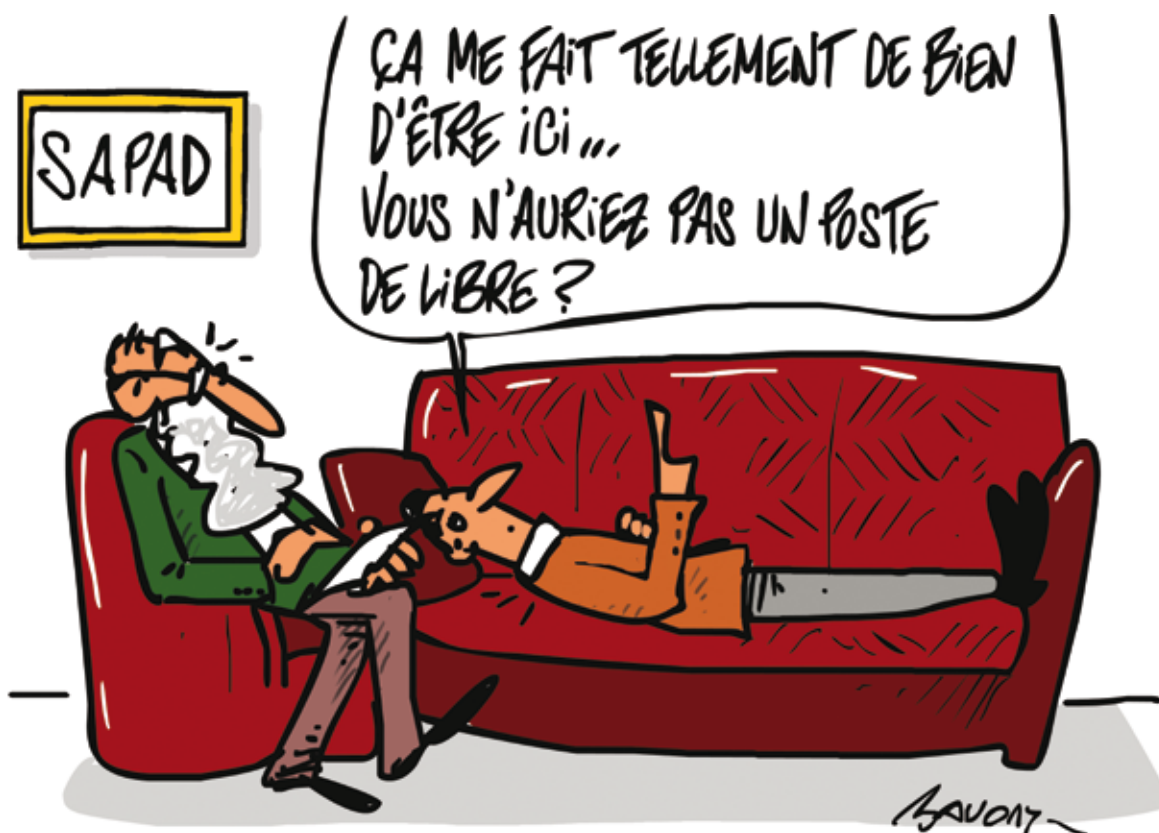
ÉQUIPE

« Il m'a aussi fallu rassembler une équipe de dix personnes prêtes à m'épauler nuit et jour durant l'épreuve. Un de mes frères, mon père et des amis sportifs sont donc de la partie. J'ai également réuni un budget pour financer mon projet, qui comprend la location de deux camping-cars, les frais d'hôtel en Alsace pour la nuit après l'arrivée, la nourriture, les frais de route, les tenues permettant de dissocier les différentes équipes. Faire Paris-Alsace, ce n'est pas seulement marcher, il faut aussi trouver des sponsors et de généreux donateurs. Pour cela, j'ai ouvert un compte sur Internet et mon club m'a aidé. »

COURSE

« Nous sommes trente concurrents internationaux sur la ligne de départ. Mon objectif est de terminer la course. Je suis allé faire des repérages en janvier dernier et je mets toutes les chances de mon côté. Verdict le 6 juin à Ribeauvillé. » ●

Cette épreuve requiert beaucoup d'endurance et un mental hors du commun pour ne pas s'arrêter dès que la douleur se fait sentir.



VOUS ACCOMPAGNER EN CAS DE DIFFICULTÉS AU TRAVAIL

► La prévention des risques psychosociaux et l'amélioration des conditions de travail sont de réelles priorités pour la Ville. Elle a mis en place plusieurs dispositifs pour vous accompagner en cas de difficultés.

Quelle soit liée à un conflit avec un collègue ou avec sa hiérarchie, au harcèlement moral, ou encore à une réorganisation, la souffrance au travail peut conduire à des situations dramatiques. Pour ne pas en arriver là, plusieurs voies s'offrent à vous. En cas de conflit, de sentiment de harcèlement ou de discrimination, c'est d'abord auprès de votre hiérarchie, ou du service des Ressources humaines de votre direction, que vous devez en

faire état. Tout encadrant est en effet responsable de la santé physique et mentale de ses collaborateurs et doit agir, soit à titre préventif, soit en cas de forte suspicion de harcèlement. Vous pouvez aussi vous adresser à un tiers impartial dans le cadre de la médiation offerte aux agents depuis la signature de l'accord-cadre « Santé et Sécurité au travail » du 2 février 2012. Ce dispositif, qui est en cours d'adaptation, repose sur un réseau de facilitateurs dans

les directions, aptes à prendre en charge la plupart des situations. Il s'articule avec un noyau de médiateurs diplômés pour les situations les plus complexes.

Trouver une solution

Tenu à la confidentialité, à la neutralité, à l'impartialité, le facilitateur réunit les deux parties en conflit pour les amener à trouver une solution. Si l'une d'entre elles refuse, la médiation ne peut pas avoir lieu. Un procès-verbal de médiation est

signé par les parties, indiquant les circonstances du litige, l'issue de la médiation et les engagements pris. Si la facilitation n'a pas abouti au sein de la direction, vous pourrez avoir recours au secrétariat du comité de médiation des conflits. Vous serez reçu en entretien individuel et un compte rendu de cet entretien rédigé par le secrétariat du comité vous sera soumis pour validation. Si toutes ces procédures ont échoué, vous pourrez en dernier recours por-

ter plainte pour harcèlement. Le tribunal caractérisera ou non les faits et déterminera les sanctions à appliquer.

Une écoute adaptée

Plusieurs dispositifs d'écoute existent. Le Service d'accompagnement psychologique et d'addictologie (SAPAD) propose deux consultations spécialisées. La consultation souffrance au travail, assurée par une psychologue, offre un lieu d'écoute et d'analyse des difficultés rencontrées dans le cadre du travail. La cellule d'urgences psychologiques a pour mission d'accompagner les agents victimes ou témoins d'un événement inattendu et violent (agression, acte de violence, accident de service, décès ou suicide...) pouvant conduire à un traumatisme psychologique. Elle propose un accompagnement et un soutien psychologique à titre individuel ou collectif en fonction de la situation à laquelle vous avez été confronté. Une consultation de psychologie généraliste est également à votre disposition. Enfin, 24h/24 et 7j/7, vous pouvez bénéficier d'une assistance psychologique et/ou juridique gratuite par téléphone auprès de GTS Mondial Assistance.

Apprécier l'impact

Le médecin de prévention peut aussi vous recevoir, à votre demande, pour apprécier l'impact de votre travail sur votre état de santé. Il a un rôle exclusivement préventif, ayant pour principal objet d'éviter la dégradation de l'état de santé des agents du fait du travail. Il agit en étant le conseiller de l'autorité territoriale, des agents et de leurs représentants, en toute indépendance, conformément au code de déontologie médicale et à la réglementation. Pour prévenir les risques psychosociaux, le médecin du tra-

vail doit être informé des projets de modification des conditions de travail. Il peut également exercer un rôle d'alerte lorsque des situations de travail peuvent être à l'origine de troubles de santé. Face aux addictions, le médecin du travail peut être un relais dans la prise en charge de l'agent en difficulté ou être conseiller des collègues de cet agent. Médecins de prévention et psychologues se rencontrent très régulièrement. Avec l'accord des intéressés, ils évoquent ensemble des cas d'agents en difficulté sur leur lieu de travail. Ils échangent également sur des situations collectives dégradées de travail. ●

EN SAVOIR ➤ Toutes les directions ont prévu d'engager ou de poursuivre une démarche et d'installer un comité technique ou l'équivalent. Elles peuvent faire appel pour cela aux ressources internes (réseau de prévention des risques professionnels, professionnels spécialisés), ainsi qu'aux ressources de la DRH.

CONTACTS :

>SAPAD (Service d'accompagnement psychologique et d'addictologie) : 01 58 10 07 50. Un numéro unique pour l'ensemble des consultations.
>GTS Mondial Assistance : 01 78 40 35 75. Appel gratuit.
>Service de médecine préventive : 01 44 97 86 40.
>Comité de médiation des conflits : 01 71 28 53 51 / mediation@paris.fr
>Médiation interne : vous pouvez accéder à ce dispositif par l'intermédiaire de votre service des Ressources humaines.

 Plus d'infos sur IntraParis

Lire le chat sur la prévention des risques psychosociaux.

Quoi de neuf sur IntraParis

Léonard, une expérience partagée

Depuis 2010, 28 cadres issus de 16 directions ont participé au programme Leonardo. L'occasion pour un agent de s'immerger dans l'une des administrations partenaires européennes (Londres, Rome, Madrid, etc.) et de réaliser une étude sur une thématique prioritaire pour la Ville. En 2015, ce sont 10 agents qui vivront cette expérience de mobilité européenne rebaptisée Léonard. À l'occasion de ce programme, chaque agent fait partager son expérience via un blog. Retrouvez l'ensemble des blogs Leonardo et Léonard sur IntraParis.

→ RH > Formation > Programme international Léonard

Je cours pour la Ville !

La course est aujourd'hui l'un des loisirs préférés des Français. La Ville négocie régulièrement des dossards gratuits pour les agents de la Ville (en nombre limité) afin de leur permettre de participer à ces événements en portant les couleurs de la Ville.

→ Loisirs > Sports > Je cours pour la Ville !

Cet été à Paris

L'été est le moment idéal pour profiter au mieux de Paris : balades, sorties, détente, sport ou farniente... IntraParis vous propose sa sélection estivale.

→ Portail > Page d'accueil

Pour vos annonces

Une location en Bretagne, une tablette pour un anniversaire, une nouvelle paire de chaussures ? La bonne affaire n'est qu'à un clic ! Le nouveau site IntraParis > Petites annonces développé par le bureau des Projets de l'informatique communicante et des nouveaux médias (DSTI) et la Mission Communication interne (DICOM) vous permet de mettre en ligne, modifier et supprimer vos annonces en toute simplicité. Plus besoin de créer un compte, comme sur la billetterie À l'affiche : vous êtes authentifié automatiquement. Vous avez également la possibilité de vous abonner à un fil d'annonces et ainsi d'être alerté dès qu'une nouvelle bonne affaire se présente.

→ Rapido > Petites annonces

Aptitude, maladies, accidents : nouvelle rubrique RH à votre service

Le Pôle aptitudes, maladies et accidents (PAMA) assure les missions de contrôle médical et administratif concernant les aptitudes, les maladies et les accidents du travail. Vous trouverez dans cette rubrique tous les renseignements pratiques et démarches relatifs à ces sujets. Le PAMA s'est engagé dans une démarche de labellisation QualiParis, une première pour un service dédié aux usagers internes.

→ Ressources humaines > Aptitudes, maladies, accidents

DÉNOUER LES LITIGES AVEC LA VILLE

► Régler à l'amiable les litiges entre un particulier et l'administration municipale mais aussi proposer des améliorations du service offert, telles sont les missions du Médiateur de la Ville de Paris.

Quelles sont les principales demandes ?

Nous recevons environ 2000 demandes par an et traitons quelque 1600 dossiers concernant la Ville ou le Département de Paris. Cependant, nous répondons à tous les courriers et réorientons le cas échéant vers le bon service. Dans 55 % des cas, la demande relève de l'habitat social : problème de charges, d'insalubrité, de communication avec le bailleur, d'échange de logement dans le parc, de mauvais enregistrement de la demande... Chaque fois, nous analysons le problème et donnons des conseils pour le résoudre. Mais il y a aussi toutes sortes de cas : de l'arbre qui pousse dans un magasin car la souche est restée un peu plus loin après un abattage sur l'espace public, au refus d'entrer dans l'Hôtel de Ville à une personne accompagnée d'un chien d'aveugle, en passant par les tarifs d'une Caisse des écoles selon un mode de calcul différent de celui annoncé. Chaque fois, nous voulons comprendre la situation et faire que la médiation soit un véritable espace de recours.

Comment travaillez-vous avec les services ?

Nous réunissons tous les six mois l'ensemble de nos correspondants nommés au sein des directions. Depuis octobre dernier, les directions sont invitées à répondre sous un mois à



ÉRIC FERRAND

Médiateur de la Ville de Paris

nos sollicitations, ce qui raccourcit considérablement nos délais de réponse aux usagers. Les services de la Ville auxquels nous demandons des explications sur les cas dont nous sommes saisis nous fournissent des réponses argumentées. Souvent, le service trouve la faille et la situation se règle. Parfois, notre intervention peut amener les services à mieux se parler car des décisions unilatérales aboutissent à des aberrations quand elles sont contradictoires. J'écoute les différentes parties et essaie de trouver un terrain d'entente. Il m'arrive d'entrer en litige avec un service par rapport à sa façon de voir ou de faire. Notre ambition est d'améliorer le service public. Par exemple, suite au dysfonctionnement de la procédure d'inscription dans les conservatoires l'année der-

nière, nous avons préconisé une autre méthode. Elle se déroulera cette année sur une période plus longue pour que chacun ait accès à l'information, puis elle sera validée par un tirage au sort qui mettra tout le monde à égalité des chances.

Quels outils de communication avez-vous mis en place ?

En juin, nous publions un rapport de notre activité dans lequel nous faisons des propositions d'amélioration qui sont ensuite traduites en actes par l'exécutif. Parmi celles-ci, nous souhaitons valoriser le métier d'accueil avec une formation à l'appui. Par ailleurs, nous venons de créer un site Internet qui va permettre de dire en temps réel où nous en sommes

À VOTRE ÉCOUTE

Le Médiateur est de plus en plus sollicité par les agents de la Ville, soit une cinquantaine par mois. Il n'est pas compétent pour les questions statutaires, mais si le litige relève d'une difficulté d'ordre administratif, comme un refus de formation, le Médiateur peut contacter la direction de l'agent ou la direction des Ressources humaines pour examiner la situation. Les problèmes liés au harcèlement et à la laïcité sont également de son ressort dans le cadre du comité de médiation des conflits qu'il préside. Dans ce cas, un contact est rapidement pris avec l'agent.

L'équipe de la médiation, comptant une quinzaine de personnes, relève de la direction de la Démocratie, des Citoyens et des Territoires. Vous pouvez faire appel au Médiateur de Paris en le saisissant sur Internet ou en lui adressant un courrier (100, rue Réaumur, 75002 Paris) expliquant précisément votre réclamation. Vingt-huit permanences sont également réparties dans des mairies d'arrondissement, les Points d'accès au droit, les Maisons de la justice et du droit ainsi que dans un centre social. Elles sont tenues par une trentaine de bénévoles dont les deux tiers sont des retraités de la Ville. Après vous avoir écouté, le bénévole adressera au Médiateur une note de synthèse sur le problème.

➤ Plus d'infos sur mediation.paris.fr



→ **France souterraine insolite & extraordinaire**, aux éditions Dakota. Paris y est à l'honneur : réservoir Montsouris, canal Saint-Martin, catacombes, métro de Paris et stations fantômes, égouts, carrière du Couvent des Chartreux sous le jardin du Luxembourg, cryptes du Panthéon,

abri-bunker sous la gare de l'Est, lac sous l'Opéra Garnier, crypte archéologique du Louvre...

Gilles Thomas, fin connaisseur des sous-sols parisiens, a accompagné l'auteur, Arnaud Goumand, à la découverte de ces mondes parallèles. Il est chargé de la prospective à la direction de la Prévention et de la Protection.



→ **L'Hôtel de Lauzun, trésor de l'île Saint-Louis**, aux éditions Artelia. Ce livre est la première étude complète consacrée à l'hôtel de Lauzun, demeure historique construite à Paris dans l'île Saint-Louis, au début du règne de Louis XIV et propriété de la Ville depuis 1928. Abondamment illustré de documents anciens,

de photographies prises dans l'hôtel et de reproductions d'œuvres d'art, le texte s'enrichit aussi de nombreuses citations littéraires.

Raymond Boulharès, agent de logistique générale à l'hôtel de Lauzun qui représente plus de quarante ans de sa vie, a écrit l'ouvrage avec Marc Soléranski, professeur d'histoire de l'art. En vente notamment à Paris Rendez-Vous (27, rue de Rivoli) avec 5 % de réduction pour les agents.



→ **De Paris à Londres à vélo par les voies vertes**, aux éditions Ouest-France. Un parcours mythique entièrement balisé reliant les deux capitales européennes sur environ 400 km, qui peut être parcouru en une dizaine de jours. Texte et photographies de Hervé Le Gac avec Christine Dufly (texte).

Hervé Le Gac est professeur d'éducation physique et sportive à la direction des Affaires scolaires.



→ **Sur la sellette**, aux éditions L'Harmattan. Un recueil de nouvelles consacrées au monde de l'art mettant en scène des artistes et des modèles parfois au bord de la folie... Annie Ferret connaît bien cet univers.



→ **Les Pattes du Chacal et autres contes d'une Afrique rêvée**, aux éditions L'Harmattan. Annie Ferret poursuit sa série de contes sur l'Afrique avec ce troisième tome. **Annie Ferret** est modèle à la Ville.

Agospap : qu'en pensez-vous ?

Évaluer le niveau de satisfaction concernant les offres proposées par l'Agospap, mais aussi mieux connaître les besoins et les attentes des agents, tels étaient les objectifs de l'étude menée. Retour sur les résultats.

Avec 3 286 répondants, le taux de participation à l'enquête témoigne de l'intérêt des agents porté aux offres de l'Agospap. Compte tenu de leur diversité, celles-ci bénéficient d'une notoriété différente. Les offres loisirs sont presque unanimement connues des agents. Même si vous déclarez être informés sur les offres, l'information reste à optimiser afin de rendre plus lisible l'ensemble des propositions. Aujourd'hui, vous allez chercher l'information via le site de l'Agospap et IntraParis, mais le catalogue papier de l'Agospap reste un support privilégié. À noter que les alertes loisirs satisfont les agents qui les utilisent. L'intérêt que vous portez aux offres est notable et vous les utilisez de manière relativement importante. Si la palme revient aux offres loisirs qui relèvent d'un usage régulier, les offres vacances ont aussi la part belle.

Des améliorations des offres attendues

Vous êtes majoritairement satisfaits des offres utilisées et envisagez très largement d'y recourir à nouveau. Les offres loisirs et les vacances juniors donnent le plus de satisfaction, contrairement aux offres vacances adultes pour lesquelles vous êtes plus critiques, et les vacances en direct qui correspondent le moins à vos attentes. Dans tous les cas, vous exprimez des attentes fortes d'amélioration des offres, ce dont témoigne l'importance des suggestions recueillies dans le cadre de la question ouverte. Aussi, vous seriez favorables à l'étude de certaines évolutions : 50 % d'entre vous souhaitent que l'Agospap puisse étudier la faisabilité de la substitution du cadeau de Noël par un chèque cadeau ; 60 % d'entre vous souhaitent également la mise en place d'un coupon sport, qui est par ailleurs une des suggestions spontanément évoquées par les agents dans la question ouverte. La Ville a donc demandé à l'Agospap d'envisager la création des coupons sport pour ses agents. À suivre. ●

Les résultats détaillés de l'étude sont en ligne sur IntraParis

EN SAVOIR La convention qui lie la Ville de Paris et le Département de Paris à l'Agospap prend fin le 30 juin 2015. La prochaine convention sera présentée au Conseil de Paris de juin. *Mission Capitale* vous expliquera les grands changements dans le prochain numéro.

Union syndicale CGT des Services publics parisiens
3, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris. Tél. : 01 44 52 77 05. Fax : 01 44 52 77 29.
Courriel : cgt.syndicat@paris.fr Site : <http://us-cgt-spp.org>



Les salaires des fonctionnaires et la PPCR en question

Les journées d'action des 9 avril et 19 mai 2015 rejetaient les politiques d'austérité menées par le pouvoir. Le gouvernement a décidé de ne pas en tenir compte et de couper les revendications en morceaux au travers du lancement de la PPCR (Parcours professionnel, carrière, rémunération).

Ce nouveau tour de passe-passe vise à donner un os à ronger aux organisations syndicales.

La CGT a d'ores et déjà exprimé son désaccord !

Les trois mesures phares de cette réforme :

→ **La suppression de l'avancement minimum** (exemple : deux ans dans l'échelon au lieu de trois). La CGT s'est battue pour l'obtenir à la Ville de Paris, c'est aujourd'hui un gain notoire sur les déroulements de carrière. Le rallongement des temps de carrières entraînés par l'allongement du temps de travail pour partir en retraite (40 à 42 ans) rendait indispensable cette mesure. Elle serait donc remise en cause !

→ **L'individualisation des parcours professionnels.** L'inscription des ratios dans le décret ne tient pas la route. Aujourd'hui, les ratios vont être renégociés pour une période de trois ans. La CGT a toujours défendu les règles de passage avec des critères définis, tels que l'ancienneté dans le grade, seul critère objectif à nos yeux. Mais pourquoi ne pas porter le montant des ratios à 100 % dans ce cas et les inscrire dans le marbre définitivement ?

→ **L'allongement des carrières en étirant les grilles indiciaires...** C'est déjà ce qui a été fait il y a deux ans sur le rehaussement des grilles de catégorie C. Bon nombre de fonctionnaires ont été contraints à revoir leurs départs en retraite afin de bénéficier des avancées des indices terminaux, puisqu'il faut six mois dans l'échelon pour y prétendre. Est-ce là une victoire que d'amener les agents à reculer eux-mêmes leur droit à la retraite ?

La CGT dénonce cette situation en constante détérioration dans la fonction publique.

Cette situation due aux politiques régressives menées ces dernières années est catastrophique et bien en retrait avec les promesses du président candidat de

2014. En témoignent notamment les dernières miennes octroyées sur les trois catégories A, B et C ces dernières semaines, quatre points pour les C, six pour les B et neuf pour les A !

Nous sommes loin du rattrapage du gel du point d'indice depuis plus de cinq ans.

Il n'est pas inutile de rappeler que 12 % des agents de la fonction publique étaient payés au Smic il y a plus de vingt ans, près de 25 % aujourd'hui.

Dans le même temps, les carrières reposaient en moyenne sur un déroulé en trois grades, quatre aujourd'hui.

En catégorie B, 24 échelons sur trois grades ; 37 échelons aujourd'hui !

Un agent de la catégorie A était recruté à 60 % au-dessus du Smic, 10 % aujourd'hui.

Et maintenant comme si cela ne suffisait pas, on envisage de supprimer l'indemnité exceptionnelle (960 000 agents seraient concernés) dans le même temps où la cotisation retraite des fonctionnaires a augmenté de 0,40 % depuis le 1^{er} janvier 2015.

Alors, oui, la CGT demande l'ouverture de réelles négociations salariales mais certainement pas sous les contraintes qui semblent nous être imposées.

Pascal Muller
Secrétaire général de l'Union syndicale CGT

UNSA Administrations parisiennes
2 bis, square Georges-Lesage, 75012 Paris
Tél. : 01 43 47 84 88. Fax : 01 43 47 84 86.
Courriel : administration.unsa@paris.fr



Avenir (2)

La Ville de Paris entreprend de se réformer. Cette politique concerne plusieurs directions et connaît des modalités différentes : de la fusion de services dans le cas de la DASES et du CASVP à la réorganisation de locaux dans le cas de la DPA. L'UNSA n'a pas d'avis *a priori* sur telle ou telle réforme qui est de la responsabilité de l'exécutif municipal. Par contre, nous sommes attentifs à ce que toute réforme n'ait pas de conséquences négatives pour nos collègues.

La réforme concerne la réorganisation des services.

Toute réorganisation prend du temps et nécessite une période de rodage. Ce temps nécessaire peut entraîner une tension et des conflits tant pour les responsables hiérarchiques que pour leurs collaborateurs. Cette contrainte de temps, la multiplication des réformes et leur étalement dans le temps nous font nous interroger sur les effectifs nécessaires. Pour l'UNSA :

- les réformes ne peuvent pas être réalisées à effectif constant ;
- le renforcement des services ne doit pas être synonyme de précarité mais confié à des agents titulaires ;
- les réformes nécessitent une large anticipation afin de pouvoir mettre en place les mesures *ad hoc* ;
- le CHSCT de direction doit être saisi afin de pouvoir en tirer le bilan et rectifier ce qui doit l'être.

La réforme concerne la définition de nouvelles missions.

Il est évident que les collectivités territoriales ont vu leur rôle changer au fil des ans. Nouvelles tâches : développement urbain, prise en compte des contraintes environnementales, services nouveaux aux usagers... Nouvelles méthodes de travail : dématérialisation des documents, mise en réseau, télétravail...

L'exécutif municipal parisien a mis en place

CFDT INTERCO SPP
Tél. : 01 49 96 68 10
Courriel : spp.cfdt@paris.fr



Droit de réponse à l'article « L'administration se modernise » (Mission Capitale N° 50, page 9)

de nouvelles politiques dont certaines sont formalisées comme le Nouveau Paris Solidaire. D'autres sont plus floues comme le développement d'espaces verts en dehors de l'espace public, d'autres restent virtuelles pour l'essentiel – la ville intelligente – ou encore marginales – le soutien à l'économie circulaire.

L'UNSA n'a pas de position de principe à leur sujet. Toutefois, nous affirmons que leur mise en place ne doit pas opposer les demandes des usagers et notre statut d'agent public. Si les obligations de service public existent et peuvent évoluer, elles ne doivent pas aboutir à des situations impossibles à supporter sur le long terme, notamment en termes d'horaires. Leur mise en place ne doit pas aboutir à mettre en concurrence des services publics et des associations d'usagers dont les exigences locales peuvent être excessives.

Le conflit de la DJS montre que le changement des missions ne peut pas être envisagé sans le concours et l'adhésion de nos collègues. Cette évolution concerne aussi toutes les administrations parisiennes : commune, département, CASVP, Caisse des écoles, EPPM, écoles supérieures, préfecture de police. L'UNSA demande que le Conseil supérieur des administrations parisiennes soit partie prenante de cette évolution afin de permettre aux personnels et à leurs représentants d'avoir une approche de long terme et transversale.

Il y a presque une année, Anne Hidalgo annonçait sa volonté d'un dialogue social constructif, et un changement de méthode. La CFDT se réjouissait de cet engagement, tout en attendant des changements concrets... mais les actes ont été d'une autre nature.

Des réorganisations sont déjà ou commencent à être mises en place sans que nous y trouvions trace des nouveautés initialement annoncées.

La CFDT a voté courageusement pour ces réorganisations et cela pendant les élections professionnelles, mais aujourd'hui certaines semblent se détourner du chemin initialement tracé au mépris de la concertation et du respect des agents. La CFDT demande qu'une enquête d'évaluation soit faite auprès des agents concernés.

Une réorganisation venue de nulle part vient d'apparaître, le départ au pas de charge des services polyvalents de la DASES vers le CASVP (plus de 500 agents), et cela en toute opacité, sans discussions avec les organisations syndicales, sans en informer les personnels.

La CFDT dénonce cette démarche et s'oppose à ce projet, du fait d'un dialogue social inexistant sur le sujet et au sens donné à cette réorganisation qui est faite en contradiction avec les préconisations de l'Inspection générale.

La CFDT s'interroge aujourd'hui sur le devenir du dialogue social au sein des administrations parisiennes.

Pour la CFDT, c'est clair : pas d'accompagnement ni de cogestion, mais un échange permanent pour négocier, proposer, construire, amender.

Si la maire de Paris pense que la négociation ne fait pas partie de sa feuille de route sociale, si la maire de Paris pense qu'elle arrivera à nous contourner, la CFDT dit tout de suite qu'elle fait fausse route...



La Force syndicale (FO)
Tél. : 01 43 47 84 54
Courriel : syndicat.fo@paris.fr



Salaires, emploi, service public, protection sociale collective, code du travail, conventions collectives nationales, contrat de travail : sur tous ces fronts, les remises en cause et menaces sont importantes.

Sur les rapports loi/contrat, les accords d'entreprise, le contrat de travail, sur la volonté de remettre en cause les régimes paritaires, le gouvernement a enclenché une offensive sur les piliers sociaux de la république.

Elles s'inscrivent dans un autoritarisme social complétement de rigidités économiques considérées comme incontournables et relevant pleinement du libéralisme économique. *In fine* c'est l'ADN républicain, conventionnel et social qui est percuté.

Pour FORCE OUVRIÈRE, cela conduit le syndicalisme authentique, marqué par la liberté, l'indépendance et l'attachement aux valeurs républicaines, à s'inscrire dans une résistance sociale, économique et démocratique.

FORCE OUVRIÈRE soutient pleinement les structures FO engagées dans l'action. Cela vaut notamment pour la réforme du collège décidée autoritairement, au mépris du dialogue social et au profit de la politique politicienne. Cela vaut aussi pour le mouvement en cours aux hôpitaux de Paris, pour les mouvements visant à préserver l'emploi et les conditions de travail et de rémunération ou pour les actions des syndicats FO de la fonction publique contre la réforme territoriale. FORCE OUVRIÈRE marque sa détermination à défendre les droits sociaux, démocratiques et républicains. Il appelle les salariés conscients des risques sociaux, économiques et démocratiques à rejoindre les syndicats FORCE OUVRIÈRE pour renforcer le rempart contre la soumission des conditions et droits sociaux et républicains au diktat libéral d'austérité et d'inégalité.

UCP

Tél. : 01 43 47 80 72
Courriel : ucp@paris.fr



Réformer comme moyen de management ?

Depuis plusieurs années, on constate que les réformes se succèdent à un rythme effréné au sein des administrations parisiennes. Pour l'UCP, ce n'est pas le principe d'une évolution de l'Administration qui est en cause; cette adaptation est nécessaire pour tenir compte des nouveaux besoins de la population et des nouvelles technologies. L'UCP n'est pas passéiste et elle ne le sera jamais.

En revanche, ce que rejette l'UCP, c'est la manière dont le changement est conduit qui ne permet pas une adhésion des personnels concernés, l'absence de lisibilité à moyen terme de l'organisation à venir, l'enclenchement d'une réforme qui vient parfois infléchir la précédente qui n'est pas achevée, l'information souvent partielle des agents qui vont devoir la faire vivre et la dimension moralisatrice qui est donnée, dès lors qu'on n'adapte pas parce que ce qui est proposé est mieux adapté à la nouvelle réalité, mais du fait que les agents travaillaient mal auparavant !

Pour qu'une réforme soit efficace et donc réussie, l'adhésion des agents est primordiale; or, l'Administration donne l'impression que l'on réforme pour réformer, qu'on revient parfois à des solutions autrefois abandonnées, qu'il s'agit d'un mode de management par la déstabilisation de l'environnement de travail, voire par le stress.

L'UCP dit OUI au changement consenti qui apporte des améliorations, l'UCP dit NON à ces morceaux de projet de direction qui sont soumis à chaque comité technique sans vision d'ensemble, à cette succession de réformes dont on ne voit pas la fin, ce qui nuit à la sécurité des procédures et à l'intérêt du travail.

SUPAP-FSU

6, rue Pierre-Ginier, 75018 Paris
Tél. : 01 44 70 12 80
Fax : 01 44 70 12 85
Courriel : syndicat.supap-fsu@paris.fr



Défendons nos carrières et nos salaires !

Des négociations sont engagées avec le gouvernement depuis mars 2014 sur les parcours professionnels, carrières et rémunérations des agents. La FSU s'est engagée de manière déterminée dans ces négociations avec l'objectif d'obtenir une amélioration conséquente pour plus de cinq millions d'agents de la Fonction publique.

Or, elle constate que les propositions successives faites par le gouvernement ne sont pas acceptables. Elles ne répondent pas aux pertes de pouvoir d'achat cumulées ces dernières années, pas plus qu'elles ne rénovent les grilles indiciaires, selon l'objectif fixé à l'ouverture des négociations.

D'une part, les mesures proposées pour l'ensemble des catégories concernées ne sont pas de nature à apporter une réelle amélioration pour toutes et tous les agents ni en termes d'effet indiciaire, ni en termes de déroulement de carrière. D'autre part, le calendrier d'application de ces mesures est beaucoup trop étalé dans le temps pour que la mesure même ait un sens pour les agents, sa mise en œuvre allant jusqu'à 2022 pour certaines catégories.

Pire, le gouvernement entend supprimer l'avancement à la durée minimale dans la Fonction publique territoriale et fixer lui-même les ratios de promotions pour les collectivités. À la Ville de Paris, où nous n'avons arraché que récemment l'avancement à la durée minimale, cela pourrait conduire à des années de recul sur les carrières et vider de contenu les négociations qui vont s'ouvrir dans quelques semaines sur les ratios et les critères de promotion.

CFTC

2 bis, square Georges-Lesage, 75012 Paris
Tél. : 01 43 47 84 70
Courriel : syndicat.cftc@paris.fr
Site Intranet : <http://intraparis.cftc.mdp>



Aujourd'hui, une majorité de salariés en France souffre d'une crise chronique exacerbée dite mondiale, de problèmes parfaitement mis en évidence mais jamais résolus.

Nos politiques et leurs administrateurs restent dans leur posture idéologique sans écouter. Ils sont structurellement incapables de créer assez d'emplois, de protéger les employés et de mettre fin aux injustices sociales.

Tout est fait pour démotiver le travailleur, désorganiser le travail, faire des réformes, des restructurations anxio-gènes, dans lesquelles l'humain n'est plus qu'un simple rouage interchangeable au service de projets politiques et où le bien-être de l'homme et sa considération n'ont plus leur place.

Les agents inquiets sont soumis à toujours plus de contraintes, mais le système en veut toujours plus, toujours tendre la corde, jusqu'à ce qu'elle rompe.

La stratégie de discorde et d'affaiblissement est de mise aujourd'hui, diviser l'homme en opposant les uns aux autres. Ce qui permet ainsi de diriger et surtout d'affaiblir les luttes syndicales, afin que nous ne puissions plus parer aux mesures antisociales.

Oui, nous avons de quoi nous inquiéter, tant que nos « dirigeants » n'auront pas la conscience :

- qu'une fraternité universelle entre les hommes doit être durable;
- qu'ils sont responsables vis-à-vis de l'avenir que nos droits ont;
- qu'eux comme nous ont les mêmes devoirs envers les autres;
- qu'on ne construit pas de nouveaux contrats sociaux pour demain avec les recettes d'hier.

Ces tribunes
n'engagent pas
la Rédaction
du magazine.

►► **SÉLÈNE DE CONDAT** Influencée par son expérience de productrice dans le domaine des arts vivants, la photographe puise son inspiration dans le mouvement, la captation de l'instant et l'utilisation des contrastes. Elle a choisi de montrer Paris à travers le quotidien de ceux qui travaillent dans l'ombre. Une approche artistique nouvelle pour mettre en valeur ces métiers municipaux.

« UNE AUTRE FAÇON DE VOIR PARIS »

Si les égouts accueillent parfois des journalistes à l'occasion de reportages, Sélène de Condat est la première photographe à s'y être plongée pendant six mois en compagnie de ceux qui les entretiennent. Ses clichés ont donné lieu à un recueil destiné en priorité aux égoutiers ainsi qu'à une exposition itinérante jusqu'au musée de Trastevere à Rome. Elle a ensuite réalisé un travail similaire avec les agents de la propreté pour capter leurs gestes avec son talent photographique. Un second recueil est né et une exposition est en préparation.

Amoureuse de Paris

« Je vis entre Rome et Paris, où je suis née. J'ai la chance de bien connaître ses différents quartiers mais certains me fascinent plus que d'autres : Saint-Germain-des-Prés, et particulièrement la rue de Seine avec ses galeries d'art tribal, Belleville-Ménilmontant où l'histoire parisienne est prégnante, ou encore le canal Saint-Martin qui représente une merveilleuse vitrine pour les jeunes artistes. Ayant beaucoup voyagé à travers le monde, je trouve que ce qui distingue Paris des autres villes, c'est le réel métissage où chacun retrouve sa propre culture. Par exemple, on sait où aller acheter ses épices en se croyant à Bombay. Lorsque je suis loin, au bout d'un certain temps j'ai le mal de Paris. J'aime sa musique, ses parfums, ses rythmes, son métro, ses cours d'école... C'est cet amour pour Paris, que l'on connaît comme ville-lumière, qui m'a donné l'envie de la montrer sous un autre visage. »

Plongée dans le ventre de Paris

« En photographiant les égoutiers, j'ai voulu rendre hommage à ces travailleurs de

l'ombre qui effectuent des gestes ancestraux. Je suis allée à leur rencontre pour raconter leur quotidien et témoigner de l'activité humaine à travers un geste, une expression ou le détail d'un objet. La richesse des photos repose sur les liens qui se sont tissés. Les six mois passés avec eux m'ont permis de comprendre leur univers, un monde à part où la lumière disparaît. Immortaliser le labeur de l'Homme en choisissant les égouts comme thème central n'est pas anodin, tant sur les aspects techniques qu'il faut maîtriser, que des émotions, m'imposant de me préparer psychologiquement. Quitter la lumière pour descendre dans les égouts est comme faire un voyage dans un autre monde ; cela m'a rappelé le

Paris souterrain décrit par Zola. La plus grande difficulté a été de faire oublier ma présence pour saisir les gestes des agents. Je me suis glissée dans la tenue, j'ai suivi les consignes de sécurité et leurs précieux conseils pour les accompagner en toute discrétion. »

De l'ombre à la lumière

« Le travail avec les agents de la propreté a été complètement différent. Cette fois, je suis passée de l'ombre à la lumière. Mon objectif a été d'associer la propreté de Paris à quelque chose de poétique dans le geste. Par le truchement des couleurs, comme le vert, j'ai aussi voulu faire ressortir la dimension écologique de leur action. Idem avec le choix de certains détails pour montrer qu'ils

participent à rendre notre planète plus propre. Là aussi je suis restée six mois avec les équipes, le temps nécessaire pour prendre possession des lieux, saisir les particularités de leur métier et régler les problèmes techniques liés à l'éclairage. Le parti pris a été de raconter la journée type d'un éboueur, depuis son départ de l'atelier à l'aube avec son roulesac jusqu'à tard dans la nuit lorsque les engins de nettoyage refont une beauté au périphérique.

Au cours de ces deux expériences, les agents m'ont complètement intégrée parmi eux, m'ont livré des anecdotes et les secrets de leur métier. À leur contact, j'ai beaucoup appris et je leur suis reconnaissante de leur accueil et de leur bienveillance. La dimension humaine dans mes photos est importante. Je pense déjà à d'autres projets que j'aimerais voir se réaliser... » ●

MES ADRESSES

→ **Parc de Bagatelle (16^e).** Élégant et racé, il représente une immersion sensorielle dans la couleur, le parfum et la mélodie. En tant qu'artiste, c'est une illumination baudelairienne de tous les sens qui me plonge dans une autre dimension, une sorte d'écrin magique.

→ **Musée d'Orsay et musée du Quai Branly (7^e).** J'apprécie le premier pour ses collections de photographies et de peintures françaises. Le second car c'est un magnifique exemple de compréhension de l'autre dans sa pleine acceptation. J'ai une affection particulière pour les arts africains qui font partie de mon inspiration.

→ **Place des Vosges (3^e et 4^e).** Elle représente le romantisme de Paris, la grande Histoire de France. C'est un endroit inmanquable lorsque je fais découvrir Paris à des amis.

La richesse des photos repose sur les liens qui se sont tissés.

Plus d'infos sur IntraParis

Des photos du travail de Sélène de Condat avec les agents de la direction de la Propreté et de l'Eau et la réalisation des recueils avec Jean-Yves Quierry, directeur artistique, sur **IntraParis > Mission Capitale** +.



Paris Poésies

LA 10^e ÉDITION BIENTÔT DISPONIBLE

▶▶ Avec 230 poèmes envoyés cette année, le succès de Paris Poésies ne se dément pas. Vous pourrez retirer un exemplaire du recueil à partir de la fin juillet à la DICOM, Mission Communication interne, 4 rue de Lobau (4^e), bureau 110 ou 151. Toutes les éditions de Paris Poésies sont en ligne sur IntraParis.